RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE D'AUDERGHEM

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal

Présents Didier Gosuin, *Président* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Eloïse Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen, Michel Blampain, Philippe Adriaenssens, *Échevin·e·s* ;
Jeannine Crucifix, Marc Vandame, Didier Molders, François Lebovy, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Valérie Glatigny, Martin Willemart, Emmanuelle Poznanski, Zora Molenberg Clerbaux, Mathieu Poma, Noémie Dekoninck, Valérie Locatelli, Valérie Lowagie, Alodie De Poorter, Laure Henvard, Ingrid Venier, Jean-François Noël, Alan Lenglet, Victor Kanyanzira, Edouard Brainis, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal.*

Excusés Elise Willame, Myriam Fobe, Gabriela Banu, *Conseillers communaux*.

Séance du 27.11.25

#Objet : Question orale de Madame Emmanuelle Poznanski (PS) : Cimetière communal #

Séance publique

Secrétariat

Madame la Bourgmestre,
Monsieur le Président,
Mesdames et messieurs les échevins,
Chers collègues,
Les cimetières sont des lieux qui nous rassemblent tous, au-delà des générations et des croyances. Ils sont à la fois des espaces de mémoire et de recueillement, où reposent nos défunts, et des lieux de passage et de vie pour les familles, les proches et les citoyens. Ils incarnent le lien entre les vivants et les morts, mais aussi le rapport que notre commune entretient avec la dignité, la mémoire et le soin apporté à ces espaces. C'est dans cet esprit de respect et de transparence que je souhaiterais obtenir quelques précisions concernant la gestion et l'entretien du cimetière communal.
Voici mes questions :

1. Sécurisation des ossuaires – J'ai pu constater que sur les 4 ossuaires, un ossuaire ne dispose pas de système de fermeture permettant ainsi à tout un chacun d'accéder aux os.
    - Pourriez-vous m'indiquer pourquoi les quatre ossuaires ne disposent pas tous d'un dispositif de fermeture sécurisé ?
    - Des mesures sont-elles envisagées pour harmoniser leur sécurisation et garantir le respect dû aux restes humains qui y sont conservés ?
2. Personnel affecté aux fonctions de fossoyeurs
    - Les fossoyeurs sont-ils des agents spécifiquement recrutés et formés pour ce métier, ou bien s'agit-il d'agents communaux affectés ultérieurement à ces tâches ? Dans ce second cas, quelle formation ont-ils reçue afin d'exercer ces fonctions sensibles et techniques ?
    - Combien d'agents sont actuellement affectés aux fonctions de fossoyeurs ? Exercent-ils d'autres missions parallèlement à celles-ci ?
    - Dans le cadre de vos obligations d'employeur, quelles mesures sont mises en place en matière de bien-être au travail, notamment :
        - Le suivi psychologique et le soutien émotionnel liés à la nature particulière de ces tâches ;
        - Ainsi qu'un suivi de la pénibilité physique du métier (ergonomie, santé, prévention des risques, etc.) ?

3. Désaffectation de certaines parcelles d'inhumation
    - Plusieurs avis de désaffectation ont été affichés concernant les parcelles S1 et G.
    - Pouvez-vous préciser ce qu'il est prévu de faire des tombes et des corps qui y reposent ?
    - Quelle sera la destination future de ces parcelles : reconversion en pelouse d'inhumation, en espace vert, ou autre affectation ?
4. État des sous-sols des pelouses apparemment vierges de tombes
    - Quel est l'état réel des sous-sols des pelouses qui semblent ne pas comporter de sépultures ? Autrement dit, ces terrains sont-ils effectivement libres, ou y subsiste-t-il encore des corps inhumés ?
    - Pourriez-vous également expliquer la présence d'engin de chantier sur les pelouses au milieu du cimetière.
5. État des tombes mémorielles

- Pourriez-vous m'expliquer pourquoi une telle différence est observable entre l'entretien exemplaire des tombes mémorielles et l'état abandonné de la parcelle juive ?
- Des mesures sont-elles envisagées pour remédier à cette situation et garantir à cet espace la dignité qu'il mérite, au même titre que les autres parties du cimetière ?
- Bon nombre de tombes ont aujourd'hui perdu toute indication sur l'identité du défunt, leur mémoire s'effaçant peu à peu. Ces sépultures sont-elles encore identifiables dans les registres, et si oui, quelles démarches sont prévues pour garantir la préservation ou la restauration de cette mémoire

Je vous remercie
Emmanuelle Poznanski

- **Réponse d'Éloïse Defosset, Échevine**

Madame la Conseillère,
C'est bien dans un esprit de respect et de dignité que nous assumons la gestion de notre cimetière communal. Nos cérémonies patriotiques, la végétalisation du site, la rénovation des tombes de nos anciens combattants, la création du Jardin et de son arbre à Etoiles, l'installation d'une grille automatique permettant d'élargir nos heures d'ouverture ou encore, le mur commémoratif qui sera très prochainement placé à l'entrée de l'ossuaire, en sont les derniers exemples qui témoignent pleinement de la conscience de la responsabilité qui incombe à la commune quant à la préservation de la dignité et du bon entretien de ce lieu de mémoire et de recueillement.
Je vais donc tenter de répondre le plus précisément à vos nombreuses questions assez… techniques.
Concernant l'ossuaire, il est composé de 4 éléments préfabriqués qui sont tous sécurisés. Vous avez certainement dû constater à un instant T, période d'exhumations qui implique, inévitablement, plusieurs allers-retours vers l'ossuaire, l'attache d'un ossuaire qui s'est cassée et qui ne permettait plus de le fermer avec le cadenas… attache qui, s'il est utile de le préciser, a été ressoudée en urgence quelques heures ou jours plus tard.
Concernant le personnel affecté aux fonctions de fossoyeurs, oui ils bénéficient d'une description de fonction spécifique, identique à celle des deux emplois que nous venons de recruter pour le cimetière ; profil que vous retrouvez facilement vu la pub qui en a été faite sur le site et sur nos réseaux. Lorsque l'on ouvre une offre d'emploi, celle-ci est aussi publiée en interne donc il est possible que certains postulent et fassent mobilité. Ils sont alors formés sur le terrain, comme toute l'équipe. Au total, ce sont 4 agents qui sont affectés au Plan Vert, ils sont donc jardiniers, mais sont attachés au cimetière et donc, aux tâches qui y incombent : entretien des espaces verts du cimetière, gestion des inhumations/exhumations ponctuelles. Ils ne font pas le terrassement de parcelle entière, cette opération est externalisée.
Concernant le suivi psychologique et le soutien émotionnel liés à la nature particulière de ces tâches, voici trois niveaux d'intervention possible au niveau des travailleurs :

1. La personne de confiance qui a été désignée pour les matières psychosociales ;
2. Le département psychosocial au niveau du Cesi (donc une affiliation au service externe) pour l'intervention d'un psychologue ;
3. Le service ASSISTANCE CESI (qui est une affiliation spéciale au service externe) qui fonctionne

24h/24 et 7 jours/7 via un numéro vert et un accompagnement en présentiel.

Concernant la pénibilité physique du métier, quatre niveaux d'intervention existent et sont prévus, en plus de la prime d'insalubrité qui leur est octroyée :

1. La fiche d'analyse des risques du poste de travail ;
2. La visite médicale périodique ;
3. La visite de prévention du lieu de travail qui s'opère au minimum 1x par an ;
4. La visite du SIPP sur demande spécifique.

Évidemment, nos agents sont équipés d'équipement de protection et de sécurité adaptés à leur fonction spécifique. Ils bénéficient aussi chaque année de tenues de cérémonie sur mesure.
Pour les avis de désaffection, après échéance des concessions, l'affichage légal d'un an est respecté. Plus encore, nous allons encore plus loin que le prescrit légal et nous laissons ces avis affichés durant deux Toussaint, c'est-à-dire deux 1er novembre, période à très forte affluence. Après ce délai, soit les concessions sont renouvelées par les familles à qui nous écrivons également, soit la concession est récupérée. La parcelle est alors désaffectée. Les défunts reposent ensuite dans l'ossuaire. Les restes matériels sont triés et récupérés par la firme en charge du marché. Environ un an après le terrassement, les terres sont stabilisées et la pelouse est prête à accueillir de nouvelles sépultures.
Concernant les « sous-sol » du cimetière, certaines parcelles sont terrassées et en attente que les terres se stabilisent. D'autres sont prêtes à être désaffectées en 2026. Et de manière plus générale, on ne va pas y aller par quatre chemins… Le sous-sol du cimetière (et de tous les cimetières d'ailleurs !) est un ossuaire. Où croyez-vous que les ossements demeurent avant les entrées en vigueur des ossuaires ? Ils demeurent en profondeur. Un corps qui entre dans un cimetière, y reposera éternellement sauf intervention de la famille.
Concernant les engins dans le cimetière, ils ne sont pas stationnés sur les pelouses sauf s'il a fallu creuser le matin une sépulture en vue d'une cérémonie funéraire et qu'il est nécessaire à la suite de l'inhumation de la recouvrir de terres (à l'aide de la pelleteuse) lorsque la famille a quitté les lieux. Il est alors possible que l'engin soit en attente sur une extrémité de parcelle non-utilisée et proche de la concession. A savoir aussi que les chenilles ne sont pas amies avec les pavés donc, les chemins à emprunter ne sont pas illimités.
Enfin, concernant votre question sur la parcelle juive du cimetière, celle-ci est gérée et entretenue depuis 1938 par la Mutuelle Juive d'Inhumation, association sans but lucratif. Dans l'extrait de délibération du Conseil communal du 15 mai 1937, l'association a demandé l'exclusivité de la gestion des terrains qui concèdent 268 tombes. Je suppose oui, bien sûr, que la Mutuelle Juive tient à jour son registre de sépultures. Un des articles de la convention prévoit l'entretien général (donc de l'espace vert) à charge de l'administration mais l'entretien des tombes incombe à la Mutuelle Juive d'Inhumation. A savoir tout de même qu'en 2008, c'est sous l'insistance du Collège que l'ASBL a remis en ordre sa parcelle et a rénové plus de 164 tombes, étalées sur 3 phases de 200 jours chacune, pour ensuite accorder le renouvellement de la convention d'exploitation. Il n'est donc pas de la compétence de la Commune d'en assumer la charge mais nous veillons toutefois à maintenir des contacts plus ou moins réguliers avec la Mutuelle Juive. Un contact avec eux a encore été pris le 10 octobre dernier et ils nous ont confirmé qu'il était bien prévu qu'ils viennent sur place très prochainement. Puis, nous ne sommes pas sans savoir que par volonté, un cimetière juif semble plus triste car il n'est pas de coutume d'y déposer des fleurs ou d'y mettre de la couleur.
Par ailleurs, je tiens à vous remercier de soulever l'entretien exemplaire de nos pelouses notamment mémorielles. Nous avons effectivement à cœur de rendre ces lieux de mémoire et de recueillement chaleureux et accueillants.
Je pense avoir été complète. N'hésitez pas l'année prochaine à être présente lors de la patriotique du 1er novembre. C'est aussi l'occasion, comme fait avec certains conseillers communaux, d'échanger sur les questions en matière de funérailles et sépultures.

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Didier Gosuin

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 28 novembre 2025

Le Secrétaire communal,

La Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM

Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad

Aanwezig Didier Gosuin, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Eloïse Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen, Michel Blampain, Philippe Adriaenssens, *Schepenen* ;
Jeannine Crucifix, Marc Vandame, Didier Molders, François Lebovy, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Valérie Glatigny, Martin Willemart, Emmanuelle Poznanski, Zora Molenberg Clerbaux, Mathieu Poma, Noémie Dekoninck, Valérie Locatelli, Valérie Lowagie, Alodie De Poorter, Laure Henvard, Ingrid Venier, Jean-François Noël, Alan Lenglet, Victor Kanyanzira, Edouard Brainis, *Gemeenteraadsleden* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd Elise Willame, Myriam Fobe, Gabriela Banu, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 27.11.25

#Onderwerp : Mondelinge vraag van mevrouw Emmanuelle Poznanski (PS): Gemeentelijke begraafplaats

---

Openbare zitting

Secretariaat

Mevrouw de Burgemeester,
Mijnheer de Voorzitter,
Dames en heren schepenen,
Beste collega's,
Begraafplaatsen zijn plaatsen die ons allen samenbrengen, over generaties en overtuigingen heen. Ze zijn zowel ruimtes van herinnering en bezinning, waar onze overledenen rusten, als doorgangs- en leefplaatsen voor families, naasten en burgers. Ze belichamen de band tussen de levenden en de doden, maar ook de manier waarop onze gemeente omgaat met waardigheid, herinnering en zorg voor deze plekken.
In deze geest van respect en transparantie wens ik graag enkele verduidelijkingen te krijgen over het beheer en het onderhoud van de gemeentelijke begraafplaats.
Hierbij mijn vragen:

1. Beveiliging van de knekelhuizen - Ik heb vastgesteld dat van de vier knekelhuizen er één geen sluitingssysteem heeft, waardoor iedereen toegang heeft tot de beenderen.
    - Kunt u mij uitleggen waarom niet alle vier de knekelhuizen over een beveiligd sluitingssysteem beschikken?
    - Worden er maatregelen overwogen om hun beveiliging te harmoniseren en het respect te waarborgen dat verschuldigd is aan de menselijke resten die er worden bewaard?
2. Personeel belast met de functies van grafdelvers
    - Zijn de grafdelvers specifiek aangeworven en opgeleid voor dit beroep, of gaat het om gemeentelijke medewerkers die later aan deze taken werden toegewezen? In dat tweede geval, welke opleiding hebben zij gekregen om deze gevoelige en technische functies uit te oefenen?
    - Hoeveel personeelsleden zijn momenteel belast met de functie van grafdelver? Voeren zij naast deze taken nog andere opdrachten uit?
    - In het kader van uw verplichtingen als werkgever, welke maatregelen worden genomen inzake welzijn op het werk, met name:
        - Psychologische opvolging en emotionele ondersteuning in verband met de specifieke aard van deze taken;
        - Evenals opvolging van de fysieke belasting van het beroep (ergonomie, gezondheid,

risicopreventie, enz.)?

3. Onttrekking aan de bestemming van bepaalde begraafpercelen
    - Verschillende kennisgevingen van onttrekking zijn aangeplakt met betrekking tot de percelen S1 en G.
    - Kunt u toelichten wat er zal gebeuren met de graven en de lichamen die daar rusten?
    - Wat is de toekomstige bestemming van deze percelen: herinrichting als grasveld voor begrafenissen, als groenzone of een andere bestemming?
4. Staat van de ondergrond van de grasvelden die blijkbaar geen graven bevatten
    - Wat is de werkelijke staat van de ondergrond van de grasvelden die ogenschijnlijk geen grafstenen hebben? Met andere woorden, zijn deze terreinen effectief leeg of bevinden zich er nog overblijfselen van begravingen?
    - Kunt u ook uitleggen waarom er een werfmachine aanwezig is op de grasvelden in het midden van de begraafplaats?
5. Toestand van de gedenkgraven
    - Kunt u uitleggen waarom er zo'n verschil te zien is tussen het voorbeeldige onderhoud van de gedenkgraven en de verwaarloosde staat van het Joodse perceel?
    - Worden er maatregelen overwogen om deze situatie te verhelpen en deze zone de waardigheid te geven die zij verdient, net als de andere delen van de begraafplaats?
    - Een groot aantal graven heeft vandaag geen enkel opschrift meer over de identiteit van de overledene, waardoor hun herinnering geleidelijk vervaagt. Zijn deze graven nog identificeerbaar in de registers, en zo ja, welke stappen worden voorzien om deze herinnering te bewaren of te herstellen?

Ik dank u,
Emmanuelle Poznanski

- **<u>Antwoord van mevrouw Éloïse Defosset, Schepen</u>**

Mevrouw de Raadslid,
Het is inderdaad in een geest van respect en waardigheid dat wij het beheer van onze gemeentelijke begraafplaats opnemen.Onze patriottische ceremonies, de vergroening van de site, de renovatie van de graven van onze oud-strijders, de aanleg van de Tuin en de bijhorende Sterrenboom, de installatie van een automatische poort die ruimere openingsuren mogelijk maakt, en binnenkort ook de plaatsing van de herdenkingsmuur aan de ingang van het knekelhuis: dit zijn de meest recente voorbeelden die duidelijk getuigen van het besef van de verantwoordelijkheid die op de gemeente rust wat betreft de waardigheid en het goede onderhoud van deze plaats van herinnering en bezinning.
Ik zal dan ook proberen zo precies mogelijk te antwoorden op uw talrijke en vrij… technische vragen.
Wat het knekelhuis betreft: het bestaat uit vier geprefabriceerde elementen die allemaal beveiligd zijn. U hebt ongetwijfeld op een bepaald moment – tijdens een periode van ontgravingen, die onvermijdelijk meerdere heen-en-weergangen naar het knekelhuis met zich meebrengt – vastgesteld dat een bevestiging was afgebroken, waardoor het niet meer met het hangslot kon worden afgesloten… Die bevestiging is, indien het nuttig is dit te preciseren, enkele uren of dagen later met spoed opnieuw vastgelast.
Wat het personeel betreft dat wordt ingezet als grafdelver: ja, zij beschikken over een specifieke functiebeschrijving, identiek aan die van de twee medewerkers die we recent voor de begraafplaats hebben aangeworven; een profiel dat u gemakkelijk terugvindt gezien de publiciteit die hiervoor is gemaakt op onze website en sociale media. Wanneer een vacature wordt opengesteld, wordt deze ook intern bekendgemaakt, waardoor personeelsleden kunnen solliciteren en intern kunnen doorgroeien. Zij worden vervolgens, zoals het hele team, op het terrein opgeleid. In totaal zijn er vier medewerkers toegewezen aan het Groenplan; zij zijn dus tuinmannen, maar verbonden aan de begraafplaats en bijgevolg aan de taken die daar uitgevoerd moeten worden: onderhoud van de groenzones van de begraafplaats, en occasionele opdrachten inzake begravingen/ontgravingen. Het afgraven van volledige percelen wordt evenwel uitbesteed.
Wat de psychologische opvolging en de emotionele ondersteuning betreft die verband houden met de specifieke aard van deze taken, bestaan er drie mogelijke interventieniveaus voor de werknemers:

1. de vertrouwenspersoon die werd aangesteld voor psychosociale aangelegenheden;

2. de psychosociale dienst van Cesi (externe dienst), voor de tussenkomst van een psycholoog;
3. de dienst ASSISTANCE CESI (een bijzondere aansluiting bij de externe dienst), die 24/7 bereikbaar is via een gratis nummer en ook begeleiding ter plaatse biedt.

Wat de fysieke belasting van het beroep betreft, bestaan vier interventieniveaus, naast de ongeschiktheidstoelage die wordt toegekend:

1. de risicoanalyse van de werkpost;
2. het periodiek medisch onderzoek;
3. het preventiebezoek aan de werkplaats, minstens één keer per jaar;
4. het bezoek van de interne dienst voor preventie en bescherming op het werk op specifieke aanvraag.

Uiteraard zijn onze medewerkers uitgerust met aangepaste beschermings- en veiligheidsuitrusting voor hun functie. Ze krijgen ook jaarlijks ceremoniële kledij op maat.
Wat de kennisgevingen van verwaarlozing betreft: na afloop van de concessies wordt de wettelijke affichage van één jaar gerespecteerd. Meer nog, wij gaan verder dan de wettelijke vereisten door deze berichten gedurende twee keer Allerheiligen te laten hangen, namelijk op twee opeenvolgende 1 november, een periode met zeer veel bezoekers. Na deze termijn worden de concessies ofwel vernieuwd door de families – die we eveneens aanschrijven – ofwel opnieuw ingenomen. Het perceel wordt daarna vrijgemaakt. De overledenen worden vervolgens in het knekelhuis ondergebracht. Het materiële overschot wordt gesorteerd en opgehaald door de firma die met de opdracht belast is. Ongeveer een jaar na het afgraven zijn de gronden gestabiliseerd en is het gras klaar om nieuwe graven te ontvangen.
Wat de “ondergrond” van de begraafplaats betreft: sommige percelen zijn afgegraven en wachten op stabilisatie van de grond. Andere zullen in 2026 worden vrijgemaakt. En in het algemeen moeten we er geen doekjes om winden… De ondergrond van de begraafplaats (zoals die van alle begraafplaatsen trouwens!) is een knekelhuis. Waar denkt u dat de beenderen blijven vóór de invoering van knekelhuizen? Zij blijven in de diepte. Een lichaam dat een begraafplaats binnenkomt, zal daar eeuwig rusten, tenzij de familie ingrijpt.
Wat de voertuigen op de begraafplaats betreft: ze worden niet op de grasvelden geparkeerd, behalve wanneer ’s morgens een graf moest worden gegraven voor een uitvaartplechtigheid en het noodzakelijk is om na de begrafenis, wanneer de familie is vertrokken, het graf met aarde te bedekken (met behulp van de graafmachine). Het is dan mogelijk dat het voertuig tijdelijk op een ongebruikt deel van een perceel in de nabijheid van de concessie wordt geplaatst. Het is ook goed te weten dat rupsen niet samengaan met kasseien, waardoor de te volgen paden beperkt zijn.
Tot slot, wat uw vraag betreft over het joodse perceel van de begraafplaats: dit wordt sinds 1938 beheerd en onderhouden door de Joodse Begrafenismutualiteit, een vereniging zonder winstoogmerk. In het uittreksel van de beraadslaging van de gemeenteraad van 15 mei 1937 vroeg de vereniging om exclusiviteit over het beheer van de gronden die 268 graven omvatten. Ik veronderstel natuurlijk dat de Joodse Mutualiteit haar register van graven nauwgezet bijhoudt. Een van de bepalingen van de overeenkomst legt het algemene onderhoud (dus van de groenzones) bij de administratie, maar het onderhoud van de graven zelf behoort toe aan de Joodse Begrafenismutualiteit. Ter herinnering: in 2008 was het op aandringen van het College dat de vzw haar perceel opnieuw heeft aangepakt en meer dan 164 graven heeft gerenoveerd, verspreid over drie fasen van telkens 200 dagen, waarna de verlenging van de concessie werd toegekend. Het behoort dus niet tot de bevoegdheid van de gemeente om deze lasten op zich te nemen, maar wij onderhouden wel regelmatig contact met de Joodse Mutualiteit. Zo werd op 10 oktober jongstleden opnieuw contact met hen opgenomen, en zij bevestigden dat zij zeer binnenkort ter plaatse zouden komen. Verder weten we dat een joodse begraafplaats er door traditie somberder uitziet, aangezien het niet de gewoonte is er bloemen of kleur aan te brengen.
Daarnaast wil ik u bedanken om de voorbeeldige staat van onderhoud van onze (herdenkings)grasvelden te benadrukken. We hebben er inderdaad hart voor om deze plaatsen van herinnering en bezinning warm en uitnodigend te maken.
Ik denk dat ik volledig ben geweest. Aarzel niet om volgend jaar aanwezig te zijn tijdens de patriottische ceremonie op 1 november. Het is ook een gelegenheid – zoals reeds gedaan met sommige raadsleden – om van gedachten te wisselen over vragen rond begrafenissen en begravingen.

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Didier Gosuin

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 28 november 2025

De Gemeentesecretaris,

Etienne Schoonbroodt

De Burgemeester,

Sophie de Vos

RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE D'AUDERGHEM

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal

Présents Didier Gosuin, *Président* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Eloïse Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen, Michel Blampain, Philippe Adriaenssens, *Échevin·e·s* ;
Jeannine Crucifix, Marc Vandame, Didier Molders, François Lebovy, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Valérie Glatigny, Martin Willemart, Emmanuelle Poznanski, Zora Molenberg Clerbaux, Mathieu Poma, Noémie Dekoninck, Valérie Locatelli, Valérie Lowagie, Alodie De Poorter, Laure Henvard, Ingrid Venier, Jean-François Noël, Alan Lenglet, Victor Kanyanzira, Edouard Brainis, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal.*

Excusés Elise Willame, Myriam Fobe, Gabriela Banu, *Conseillers communaux*.

Séance du 27.11.25

#Objet : Question orale de Madame Zora Molenberg Clerbaux (Ecolo-Groen) : les obligations concrètes pour le projet Demey Park et les dispositifs d'accompagnement destinés à favoriser la participation consultative des riverain·es #

Séance publique

Secrétariat

Monsieur le Président,
Madame la Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les Échevin.e.s,
Cher·e·s collègues,
Comme vous le savez, le projet immobilier Redevco sur le site du Carrefour (dossier 19186) a récemment fait l'objet d'une enquête publique. Nous souhaitons aujourd'hui faire le point sur les obligations concrètes et sur les modifications que le promoteur immobilier devra apporter au projet Demey Park suite à l'avis rendu par la commission de concertation.
Au-delà de ce dossier précis, nous tenons à exprimer une inquiétude citoyenne grandissante face au nombre important de projets immobiliers en cours sur le territoire communal et dans les communes voisines. Cette multiplication des projets rend le suivi très difficile pour les habitant·es, et affaiblit de facto la participation citoyenne et le rôle consultatif que devraient pouvoir exercer les riverain·es. Il nous semble essentiel de prendre cette participation au sérieux, surtout lorsqu'il s'agit de projets d'envergure ayant un impact significatif sur la vie des quartiers.
De plus, pour certains dossiers complexes, comme celui du Demey Park, la quantité considérable de documents et leur technicité rendent la lecture difficile pour des citoyen·nes qui ne sont pas issu·es du milieu de l'urbanisme ou de l'immobilier. Nous pensons donc qu'il est important que la commune facilite au maximum l'accès et la compréhension de l'information.
Pour finir, nous saluons le fait que les séances d'information soient organisées en soirée, ce qui permet une grande participation. Dans le même esprit, il serait souhaitable que les commissions de concertation puissent, elles aussi, être organisées en dehors des heures de travail, afin de permettre à davantage de citoyen·nes d'y prendre part.
Nos questions sont donc les suivantes :

1. Quelles sont les obligations concrètes auxquelles le promoteur immobilier doit se conformer à l'issue de la commission de concertation ?
2. Quels leviers la commune possède-t-elle face à des projets portés principalement au niveau régional ?
3. Comment la commune compte-t-elle faciliter la participation citoyenne dans ce contexte d'afflux de

projets ?

4. Enfin, serait-il envisageable d'organiser les commissions de concertation en soirée, à l'image des séances d'information ?

Nous pensons que ce serait un signal fort en faveur d'une démocratie locale plus ouverte, inclusive et transparente.
Zora Molenberg Clerbaux
Pour le groupe Ecolo-Groen

- **Réponse de Matthieu Pillois, Échevin**

Madame la Conseillère,
Monsieur le Conseiller,
Le projet Redevco – Demey Park est un dossier majeur. Et la mobilisation citoyenne le montre : près de 300 habitants lors de la séance d'information que nous avons organisée, 349 lettres à l'enquête publique, et une forte participation à la commission de concertation. Cette mobilisation, nous l'avons prise au sérieux. Elle a nourri notre analyse et elle a façonné la position que la Commune a défendue.
Et d'ailleurs, pour répondre immédiatement à la première question : dans quel sens allaient les réactions citoyennes ? La très grande majorité des habitants ne s'opposaient pas à la transformation du site. Ils reconnaissent qu'il doit évoluer.
Mais ils ont exprimé des inquiétudes claires : la hauteur de la tour et des bâtiments bordant le parc, les impacts sur la mobilité, la qualité écologique et paysagère des espaces verts, et le devenir du jardin collectif.
Donc ce n'était pas un rejet, mais une demande d'amélioration — légitime — et c'est exactement dans ce sens que nous avons travaillé.
La Commune, et la commission de concertation de manière unanime, a rendu un avis favorable sous conditions strictes :

- Favorable, parce que le projet présente de réelles avancées : une densité maîtrisée, une désimperméabilisation massive, un parc public de 2,4 hectares, une place centrale ouverte, et des connexions piétonnes et cyclables qui ouvrent enfin un site aujourd'hui enclavé.
- Mais favorable sous conditions, parce qu'un projet de cette ampleur doit être exemplaire. Nous avons exigé des gabarits strictement conformes au PAD Herrmann-Debroux, davantage de logements familiaux, moins de coliving, plus d'équipements collectifs, et un parc réellement public, sans talus et sans privatisation déguisée.

Un seul point a fait l'objet d'une divergence entre les membres de la Région et les communes : la hauteur de l'émergence paysagère prévue en R+12.
La majorité régionale estime que le repère peut aller jusqu'à R+10.
Auderghem et Watermael-Boitsfort défendent R+8, en stricte application du PAD.
Ce n'est pas un conflit de visions : c'est une différence d'interprétation dans un même cadre régional. Et nous assumons la position la plus protectrice pour la lumière du parc et l'équilibre du quartier.
Si vous souhaitez connaitre dans les moindres détails les conditions émises par la commission de concertation et la commune, je vous invite à consulter l'avis complet de la commission de concertation — plus de 40 pages — qui est disponible en ligne sur le site de la Commune. Tout y est, noir sur blanc. Et j'évite ainsi de garder la parole pendant de très/trop longues minutes.
Vous me demandez ensuite quels sont les leviers réels de la Commune face à un projet régional.
Et ici, je veux être très clair, parce que c'est important de ne pas raconter n'importe quoi aux riverains.
Dans un dossier où la Région est l'autorité délivrante, la Commune ne délivre ni le certificat d'urbanisme ni le permis.
Mais nous avons des leviers :

- nous participons aux réunions de projet ;
- nous donnons notre avis en commission de concertation ;
- nous imposons nos conditions aux différents projets ;
- nous suivons l'évolution des projets ;
- et, si le permis final déroge à des éléments essentiels émis par la Commune, nous utiliserons les

recours administratifs et judiciaires nécessaires.

Mais ces recours ne peuvent intervenir qu'après que la Région ait délivré le permis.
Sur la question des logements sociaux, je veux apporter une précision essentielle : la Commune d'Auderghem n'a jamais refusé d'intégrer du logement public ou social dans les projets d'envergure.
Au contraire, nous avons même demandé dans nos conditions d'étudier la faisabilité d'intégrer une part de logements publics sur le site.
Mais il faut rappeler que le PAD Herrmann-Debroux, qui fixe les règles, n'impose aucune obligation de logements sociaux.
Or, le PAD est un outil régional. Si le Gouvernement régional avait voulu imposer cette exigence, il pouvait le faire. Il avait la main.
Il ne l'a pas fait.
Et je le dis calmement mais fermement : il est parfois un peu facile de voir certains partis attaquer la Commune sur cette absence, alors que les mêmes, au niveau régional, n'ont pas inscrit cette obligation quand ils en avaient la compétence. Nous, nous faisons notre travail — sans posture — dans le cadre qui est le nôtre.
Enfin, sur la participation citoyenne, Auderghem fait depuis des années bien plus que ce que la loi impose, et plus que la majorité des communes bruxelloises.
Nous organisons des séances d'information en soirée, accessibles après le travail.
Nous vulgarisons les dossiers, nous produisons des présentations synthétiques et pédagogiques, nous expliquons les marges de manœuvre réelles.
Et nous plaidons pour que la Région fasse évoluer le cadre des commissions de concertation.
Car aujourd'hui, elles ne peuvent pas se tenir en soirée : elles mobilisent des fonctionnaires régionaux durant leurs horaires de travail. Aucune commune ne les organise en soirée.
Mais dans ce cadre contraint, nous faisons le maximum pour que les habitants puissent comprendre, participer et influencer les projets. Et dans ce dossier, ils l'ont fait.
J'espère avoir pu répondre à vos différentes questions.

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,	Le Président,
(s) Etienne Schoonbroodt	(s) Didier Gosuin

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 28 novembre 2025

Le Secrétaire communal,	La Bourgmestre,
Etienne Schoonbroodt	Sophie de Vos

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM

Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad

Aanwezig Didier Gosuin, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Eloïse Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen, Michel Blampain, Philippe Adriaenssens, *Schepenen* ;
Jeannine Crucifix, Marc Vandame, Didier Molders, François Lebovy, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Valérie Glatigny, Martin Willemart, Emmanuelle Poznanski, Zora Molenberg Clerbaux, Mathieu Poma, Noémie Dekoninck, Valérie Locatelli, Valérie Lowagie, Alodie De Poorter, Laure Henvard, Ingrid Venier, Jean-François Noël, Alan Lenglet, Victor Kanyanzira, Edouard Brainis, *Gemeenteraadsleden* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd Elise Willame, Myriam Fobe, Gabriela Banu, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 27.11.25

#Onderwerp : Mondelinge vraag van mevrouw Zora Molenberg Clerbaux (Ecolo-Groen): de concrete verplichtingen voor het project Demey Park en de begeleidende maatregelen om de raadplegende participatie van de omwonenden te bevorderen #

Openbare zitting

Secretariaat

Mijnheer de Voorzitter,
Mevrouw de Burgemeester,
Dames en heren Schepenen,
Beste collega's,
Zoals u weet, werd het vastgoedproject van Redevco op de Carrefour-site (dossier 19186) onlangs aan een openbaar onderzoek onderworpen. Wij willen vandaag graag een stand van zaken geven over de concrete verplichtingen en de aanpassingen die de vastgoedontwikkelaar aan het project Demey Park zal moeten aanbrengen naar aanleiding van het advies van de overlegcommissie.
Los van dit specifieke dossier willen we ook een groeiende bezorgdheid van burgers onderstrepen over het grote aantal vastgoedprojecten dat momenteel loopt op het grondgebied van onze gemeente en in de aangrenzende gemeenten. Deze veelheid aan projecten maakt de opvolging voor bewoners bijzonder moeilijk en verzwakt de facto de burgerparticipatie en de raadgevende rol die omwonenden zouden moeten kunnen uitoefenen. Het lijkt ons dan ook essentieel deze participatie ernstig te nemen, zeker wanneer het gaat om grootschalige projecten met een aanzienlijke impact op het leven in de wijken.
Daarnaast bemoeilijkt voor sommige complexe dossiers, zoals dat van Demey Park, de grote hoeveelheid documenten en hun technische aard de lectuur voor burgers die niet afkomstig zijn uit de wereld van stedenbouw of vastgoed. Wij vinden het dan ook belangrijk dat de gemeente de toegang tot informatie en het begrip ervan zoveel mogelijk vergemakkelijkt.
Ten slotte juichen wij het toe dat de informatiesessies 's avonds georganiseerd worden, wat een ruime deelname mogelijk maakt. In dezelfde geest zou het wenselijk zijn dat ook de overlegcommissies buiten de werkuren plaatsvinden, zodat meer burgers eraan kunnen deelnemen.
Onze vragen zijn dan ook de volgende:

1. Wat zijn de concrete verplichtingen waaraan de vastgoedontwikkelaar moet voldoen na afloop van de overlegcommissie?
2. Over welke hefbomen beschikt de gemeente tegenover projecten die voornamelijk op gewestelijk niveau worden gedragen?
3. Hoe is de gemeente van plan de burgerparticipatie te vergemakkelijken in deze context van een

toevloed aan projecten?

4. Is het tenslotte mogelijk om de overlegcommissies ’s avonds te organiseren, naar het voorbeeld van de informatiesessies?

Wij zijn ervan overtuigd dat dit een krachtig signaal zou zijn voor een meer open, inclusieve en transparante lokale democratie.
Zora Molenberg Clerbaux
Voor de Ecolo-Groen-fractie

- **Antwoord van Matthieu Pillois, Schepen**

Mevrouw de Raadslid,
Mijnheer de Raadslid,
Het project Redevco – Demey Park is een dossier van groot belang. En de burgerlijke mobilisatie toont dat duidelijk aan: bijna 300 bewoners tijdens de informatiesessie die wij hebben georganiseerd, 349 brieven in het kader van het openbaar onderzoek, en een sterke deelname aan de overlegcommissie. Die mobilisatie hebben wij ernstig genomen. Ze heeft onze analyse gevoed en mee de positie gevormd die de Gemeente heeft verdedigd.
En om meteen op de eerste vraag te antwoorden: in welke richting gingen de reacties van de inwoners?
De overgrote meerderheid verzette zich niet tegen de herontwikkeling van de site. Men erkent dat deze moet evolueren.
Maar de inwoners hebben duidelijke bezorgdheden geuit: over de hoogte van de toren en de gebouwen langs het park, over de impact op de mobiliteit, over de ecologische en landschappelijke kwaliteit van de groenzones, en over de toekomst van de collectieve tuin.
Het ging dus niet om een afwijzing, maar om een vraag tot verbetering — een terechte vraag — en precies in die richting hebben wij gewerkt.
De Gemeente, en de overlegcommissie unaniem, heeft een gunstig advies uitgebracht, maar onder strikte voorwaarden:

- Gunstig, omdat het project reële vooruitgang biedt: een beheersbare densiteit, een aanzienlijke ontharding, een openbaar park van 2,4 hectare, een centrale open pleinruimte, en voetgangers- en fietskoppelingen die eindelijk een vandaag afgesloten site openmaken.
- Maar gunstig onder voorwaarden, omdat een project van deze omvang voorbeeldig moet zijn. Wij hebben strikte volumetrische voorwaarden opgelegd conform het RPA Herrmann-Debroux, meer gezinswoningen geëist, minder coliving, meer collectieve voorzieningen, en een echt openbaar park, zonder taluds en zonder verkapte privatisering.

Eén enkel punt heeft tot een afwijkend standpunt geleid tussen de vertegenwoordigers van het Gewest en de gemeenten: de hoogte van het landschappelijk baken, voorzien op R+12.
De gewestregering acht een hoogte tot R+10 mogelijk.
Oudergem en Watermaal-Bosvoorde verdedigen R+8, overeenkomstig de strikte toepassing van het RPA.
Het gaat niet om een conflict van visies: het gaat om een verschil in interpretatie binnen hetzelfde gewestelijk kader. En wij nemen de meest beschermende positie in, zowel voor de lichttoetreding in het park als voor het evenwicht van de wijk.
Als u tot in de kleinste details de voorwaarden wil kennen die door de overlegcommissie en door de Gemeente zijn opgelegd, nodig ik u uit om het volledige advies van de overlegcommissie te raadplegen — meer dan 40 pagina’s — dat online beschikbaar is op de website van de Gemeente. Alles staat erin, zwart op wit. En zo vermijd ik dat ik nog zeer/te lang het woord zou houden.
U vraagt mij vervolgens welke reële hefbomen de Gemeente heeft tegenover een gewestelijk project.
En hier wil ik zeer duidelijk zijn, want het is belangrijk dat men de omwonenden geen onwaarheden vertelt.
In een dossier waarin het Gewest de vergunningverlenende overheid is, levert de Gemeente noch het stedenbouwkundig attest noch de vergunning af.
Maar wij beschikken wel over hefbomen:

- wij nemen deel aan de projectvergaderingen;
- wij geven ons advies in de overlegcommissie;

- wij leggen onze voorwaarden op aan de verschillende projectversies;
- wij volgen de evolutie van de projecten op;
- en indien de uiteindelijke vergunning zou afwijken van essentiële elementen die door de Gemeente zijn geformuleerd, zullen wij de nodige administratieve en gerechtelijke beroepen instellen.

Maar die beroepen kunnen pas worden ingesteld nadat het Gewest de vergunning heeft verleend.
Wat de sociale woningen betreft, wil ik een essentiële verduidelijking geven: de Gemeente Oudergem heeft nooit geweigerd om publieke of sociale woningen op te nemen in grootschalige projecten.
Integendeel, wij hebben in onze voorwaarden zelfs gevraagd om de haalbaarheid te onderzoeken van het integreren van een aandeel publieke woningen op de site.
Maar men moet eraan herinneren dat het RPA Herrmann-Debroux, dat de regels vastlegt, geen enkele verplichting oplegt inzake sociale woningen.
Het RPA is een gewestelijk instrument. Als de Gewestregering deze verplichting had willen opleggen, had zij dat perfect kunnen doen. Zij had die bevoegdheid.
Zij heeft dat niet gedaan.
En ik zeg het rustig maar duidelijk: het is soms wat gemakkelijk dat bepaalde partijen de Gemeente aanvallen wegens die afwezigheid, terwijl diezelfde partijen op gewestelijk niveau deze verplichting niet in het RPA hebben ingeschreven toen zij daar de bevoegdheid toe hadden. Wij, wij doen ons werk — zonder posture — binnen het kader dat het onze is.
Wat de burgerparticipatie betreft: Oudergem doet al jaren veel meer dan wat de wet oplegt, en meer dan de meeste Brusselse gemeenten.
Wij organiseren infosessies ’s avonds, toegankelijk na de werkuren.
Wij maken de dossiers begrijpelijk, produceren synthetische en pedagogische presentaties, en leggen de reële speelruimte uit.
En wij pleiten ervoor dat het Gewest het kader van de overlegcommissies laat evolueren.
Want vandaag kunnen die niet ’s avonds plaatsvinden: ze vereisen de aanwezigheid van gewestelijke ambtenaren tijdens hun werkuren. Geen enkele gemeente organiseert ze ’s avonds.
Maar binnen dat beperkend kader doen wij het maximum zodat de inwoners kunnen begrijpen, deelnemen en invloed uitoefenen op de projecten. En in dit dossier hebben zij dat ook gedaan.
Ik hoop dat ik uw verschillende vragen heb kunnen beantwoorden.

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris, (g) Etienne Schoonbroodt	De Voorzitter, (g) Didier Gosuin

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 28 november 2025

De Gemeentesecretaris,	De Burgemeester,
Etienne Schoonbroodt	Sophie de Vos

RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE D'AUDERGHEM

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal

Présents Didier Gosuin, *Président* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Eloïse Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen, Michel Blampain, Philippe Adriaenssens, *Échevin·e·s* ;
Jeannine Crucifix, Marc Vandame, Didier Molders, François Lebovy, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Valérie Glatigny, Martin Willemart, Emmanuelle Poznanski, Zora Molenberg Clerbaux, Mathieu Poma, Noémie Dekoninck, Valérie Locatelli, Valérie Lowagie, Alodie De Poorter, Laure Henvard, Ingrid Venier, Jean-François Noël, Alan Lenglet, Victor Kanyanzira, Edouard Brainis, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal.*

Excusés Elise Willame, Myriam Fobe, Gabriela Banu, *Conseillers communaux*.

Séance du 27.11.25

#Objet : Question orale de Monsieur Mathieu Poma (Liste de la Bourgmestre) : réfection du site du Carrefour #

Séance publique

Secrétariat

Monsieur le Président,
Madame la Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les Echevins.
Chers Collègues, cher public,
Mi octobre, s'achevait l'enquête publique pour le certificat d'urbanisme relatif à la réfection du site du Carrefour. Ce dossier est évidement structurant pour notre commune par son ampleur, sa position centrale et l'importance que ce lieu a dans notre vie quotidienne à tous pour les facilités qu'il offre.
Cet avis était largement partagé par nos concitoyens, en témoigne la foule présente aux réunions d'information, de commission, du nombre de questions et commentaires reçus lors de l'enquête publique, sans parler des messages sur les réseaux.
Je voulais d'abord saluer l'excellent travail et le professionnalisme des services communaux et de l'urbanisme en particulier dans l'organisation de ces différentes étapes de la procédure. Ce projet est un exemple de participation citoyenne et du savoir-faire de nos équipes. Merci et bravo à tous.
Le certificat d'urbanisme a suscité de nombreuses réactions, notamment sur la densité, la mixité des fonctions, et l'intégration du projet dans son environnement. Pouvez-vous nous rappeler et étayer l'avis de la commune, puis préciser comment celui-ci a-t 'il pris en compte les préoccupations émises par les habitants ?
En quoi cet avis diffère-il de celui de la région et du PAD ?
Bien que comprenant 40% d'espace dédiés à la collectivité, le projet, conformément au PAD, ne comprend pas de logements sociaux. Pourquoi le gouvernement régional n'a-t-il pas inclus cette exigence dès le début ? Quel est l'avis de la commune en la matière ?
Quelles sont les prochaines étapes du dossier et le calendrier ?
Je vous remercie

- **Réponse de Matthieu Pillois, Échevin**

Madame la Conseillère,
Monsieur le Conseiller,
Le projet Redevco – Demey Park est un dossier majeur. Et la mobilisation citoyenne le montre : près de 300

habitants lors de la séance d'information que nous avons organisée, 349 lettres à l'enquête publique, et une forte participation à la commission de concertation. Cette mobilisation, nous l'avons prise au sérieux. Elle a nourri notre analyse et elle a façonné la position que la Commune a défendue.
Et d'ailleurs, pour répondre immédiatement à la première question : dans quel sens allaient les réactions citoyennes ? La très grande majorité des habitants ne s'opposaient pas à la transformation du site. Ils reconnaissent qu'il doit évoluer.
Mais ils ont exprimé des inquiétudes claires : la hauteur de la tour et des bâtiments bordant le parc, les impacts sur la mobilité, la qualité écologique et paysagère des espaces verts, et le devenir du jardin collectif.
Donc ce n'était pas un rejet, mais une demande d'amélioration — légitime — et c'est exactement dans ce sens que nous avons travaillé.
La Commune, et la commission de concertation de manière unanime, a rendu un avis favorable sous conditions strictes :

- Favorable, parce que le projet présente de réelles avancées : une densité maîtrisée, une désimperméabilisation massive, un parc public de 2,4 hectares, une place centrale ouverte, et des connexions piétonnes et cyclables qui ouvrent enfin un site aujourd'hui enclavé.
- Mais favorable sous conditions, parce qu'un projet de cette ampleur doit être exemplaire. Nous avons exigé des gabarits strictement conformes au PAD Herrmann-Debroux, davantage de logements familiaux, moins de coliving, plus d'équipements collectifs, et un parc réellement public, sans talus et sans privatisation déguisée.

Un seul point a fait l'objet d'une divergence entre les membres de la Région et les communes : la hauteur de l'émergence paysagère prévue en R+12.
La majorité régionale estime que le repère peut aller jusqu'à R+10.
Auderghem et Watermael-Boitsfort défendent R+8, en stricte application du PAD.
Ce n'est pas un conflit de visions : c'est une différence d'interprétation dans un même cadre régional. Et nous assumons la position la plus protectrice pour la lumière du parc et l'équilibre du quartier.
Si vous souhaitez connaitre dans les moindres détails les conditions émises par la commission de concertation et la commune, je vous invite à consulter l'avis complet de la commission de concertation — plus de 40 pages — qui est disponible en ligne sur le site de la Commune. Tout y est, noir sur blanc. Et j'évite ainsi de garder la parole pendant de très/trop longues minutes.
Vous me demandez ensuite quels sont les leviers réels de la Commune face à un projet régional.
Et ici, je veux être très clair, parce que c'est important de ne pas raconter n'importe quoi aux riverains.
Dans un dossier où la Région est l'autorité délivrante, la Commune ne délivre ni le certificat d'urbanisme ni le permis.
Mais nous avons des leviers :

- nous participons aux réunions de projet ;
- nous donnons notre avis en commission de concertation ;
- nous imposons nos conditions aux différents projets ;
- nous suivons l'évolution des projets ;
- et, si le permis final déroge à des éléments essentiels émis par la Commune, nous utiliserons les recours administratifs et judiciaires nécessaires.

Mais ces recours ne peuvent intervenir qu'après que la Région ait délivré le permis.
Sur la question des logements sociaux, je veux apporter une précision essentielle : la Commune d'Auderghem n'a jamais refusé d'intégrer du logement public ou social dans les projets d'envergure.
Au contraire, nous avons même demandé dans nos conditions d'étudier la faisabilité d'intégrer une part de logements publics sur le site.
Mais il faut rappeler que le PAD Herrmann-Debroux, qui fixe les règles, n'impose aucune obligation de logements sociaux.
Or, le PAD est un outil régional. Si le Gouvernement régional avait voulu imposer cette exigence, il pouvait le faire. Il avait la main.
Il ne l'a pas fait.
Et je le dis calmement mais fermement : il est parfois un peu facile de voir certains partis attaquer la

Commune sur cette absence, alors que les mêmes, au niveau régional, n'ont pas inscrit cette obligation quand ils en avaient la compétence. Nous, nous faisons notre travail — sans posture — dans le cadre qui est le nôtre.
Enfin, sur la participation citoyenne, Auderghem fait depuis des années bien plus que ce que la loi impose, et plus que la majorité des communes bruxelloises.
Nous organisons des séances d'information en soirée, accessibles après le travail.
Nous vulgarisons les dossiers, nous produisons des présentations synthétiques et pédagogiques, nous expliquons les marges de manœuvre réelles.
Et nous plaidons pour que la Région fasse évoluer le cadre des commissions de concertation.
Car aujourd'hui, elles ne peuvent pas se tenir en soirée : elles mobilisent des fonctionnaires régionaux durant leurs horaires de travail. Aucune commune ne les organise en soirée.
Mais dans ce cadre contraint, nous faisons le maximum pour que les habitants puissent comprendre, participer et influencer les projets. Et dans ce dossier, ils l'ont fait.
J'espère avoir pu répondre à vos différentes questions.

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Didier Gosuin

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 28 novembre 2025

Le Secrétaire communal,

La Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM

Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad

Aanwezig Didier Gosuin, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Eloïse Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen, Michel Blampain, Philippe Adriaenssens, *Schepenen* ;
Jeannine Crucifix, Marc Vandame, Didier Molders, François Lebovy, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Valérie Glatigny, Martin Willemart, Emmanuelle Poznanski, Zora Molenberg Clerbaux, Mathieu Poma, Noémie Dekoninck, Valérie Locatelli, Valérie Lowagie, Alodie De Poorter, Laure Henvard, Ingrid Venier, Jean-François Noël, Alan Lenglet, Victor Kanyanzira, Edouard Brainis, *Gemeenteraadsleden* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd Elise Willame, Myriam Fobe, Gabriela Banu, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 27.11.25

#Onderwerp : Mondelinge vraag van de Heer Mathieu Poma (Liste de la Bourgmestre): heraanleg van de Carrefour-site

---

Openbare zitting

Secretariaat

Mijnheer de Voorzitter,
Mevrouw de Burgemeester,
Dames en Heren Schepenen,
Beste Collega's, beste aanwezigen,
Midden oktober liep het openbaar onderzoek af betreffende het stedenbouwkundig attest voor de heraanleg van de Carrefour-site. Dit dossier is uiteraard van groot belang voor onze gemeente, gezien zijn omvang, zijn centrale ligging en het belang dat deze plaats heeft in ons dagelijks leven, omwille van de vele faciliteiten die ze biedt.
Die vaststelling werd breed gedeeld door onze medeburgers, getuige de grote opkomst tijdens de informatievergaderingen en de commissievergadering, het aantal vragen en opmerkingen dat tijdens het openbaar onderzoek werd ingediend, en niet te vergeten de vele reacties op sociale media.
Ik wil vooreerst het uitstekende werk en het professionalisme van de gemeentelijke diensten, en in het bijzonder van de dienst Stedenbouw, feliciteren voor de organisatie van de verschillende fasen van deze procedure. Dit project is een voorbeeld van burgerparticipatie en van de knowhow van onze teams. Dank en proficiat aan iedereen.
Het stedenbouwkundig attest heeft heel wat reacties uitgelokt, onder meer over de dichtheid, de functiemenging en de inpassing van het project in zijn omgeving. Kunt u ons het advies van de gemeente nog eens toelichten en aangeven op welke manier daarbij rekening werd gehouden met de bezorgdheden van de inwoners?
In welk opzicht verschilt dit advies van dat van het Gewest en van het RPA?
Hoewel het project, in overeenstemming met het RPA, 40% van de ruimte voor collectieve functies voorbehoudt, voorziet het geen sociale woningen. Waarom heeft de Gewestregering deze vereiste niet van bij het begin opgenomen? Wat is het standpunt van de gemeente hierover?
Wat zijn de volgende stappen in dit dossier en wat is de geplande timing?
Ik dank u.

- **Antwoord van Matthieu Pillois, Schepen**

Mevrouw de Raadslid,

Mijnheer de Raadslid,
Het project Redevco – Demey Park is een dossier van groot belang. En de burgerlijke mobilisatie toont dat duidelijk aan: bijna 300 bewoners tijdens de informatiesessie die wij hebben georganiseerd, 349 brieven in het kader van het openbaar onderzoek, en een sterke deelname aan de overlegcommissie. Die mobilisatie hebben wij ernstig genomen. Ze heeft onze analyse gevoed en mee de positie gevormd die de Gemeente heeft verdedigd.
En om meteen op de eerste vraag te antwoorden: in welke richting gingen de reacties van de inwoners?
De overgrote meerderheid verzette zich niet tegen de herontwikkeling van de site. Men erkent dat deze moet evolueren.
Maar de inwoners hebben duidelijke bezorgdheden geuit: over de hoogte van de toren en de gebouwen langs het park, over de impact op de mobiliteit, over de ecologische en landschappelijke kwaliteit van de groenzones, en over de toekomst van de collectieve tuin.
Het ging dus niet om een afwijzing, maar om een vraag tot verbetering — een terechte vraag — en precies in die richting hebben wij gewerkt.
De Gemeente, en de overlegcommissie unaniem, heeft een gunstig advies uitgebracht, maar onder strikte voorwaarden:

- Gunstig, omdat het project reële vooruitgang biedt: een beheersbare densiteit, een aanzienlijke ontharding, een openbaar park van 2,4 hectare, een centrale open pleinruimte, en voetgangers- en fietskoppelingen die eindelijk een vandaag afgesloten site openmaken.
- Maar gunstig onder voorwaarden, omdat een project van deze omvang voorbeeldig moet zijn. Wij hebben strikte volumetrische voorwaarden opgelegd conform het RPA Herrmann-Debroux, meer gezinswoningen geëist, minder coliving, meer collectieve voorzieningen, en een echt openbaar park, zonder taluds en zonder verkapte privatisering.

Eén enkel punt heeft tot een afwijkend standpunt geleid tussen de vertegenwoordigers van het Gewest en de gemeenten: de hoogte van het landschappelijk baken, voorzien op R+12.
De gewestregering acht een hoogte tot R+10 mogelijk.
Oudergem en Watermaal-Bosvoorde verdedigen R+8, overeenkomstig de strikte toepassing van het RPA.
Het gaat niet om een conflict van visies: het gaat om een verschil in interpretatie binnen hetzelfde gewestelijk kader. En wij nemen de meest beschermende positie in, zowel voor de lichttoetreding in het park als voor het evenwicht van de wijk.
Als u tot in de kleinste details de voorwaarden wil kennen die door de overlegcommissie en door de Gemeente zijn opgelegd, nodig ik u uit om het volledige advies van de overlegcommissie te raadplegen — meer dan 40 pagina's — dat online beschikbaar is op de website van de Gemeente. Alles staat erin, zwart op wit. En zo vermijd ik dat ik nog zeer/te lang het woord zou houden.
U vraagt mij vervolgens welke reële hefbomen de Gemeente heeft tegenover een gewestelijk project.
En hier wil ik zeer duidelijk zijn, want het is belangrijk dat men de omwonenden geen onwaarheden vertelt.
In een dossier waarin het Gewest de vergunningverlenende overheid is, levert de Gemeente noch het stedenbouwkundig attest noch de vergunning af.
Maar wij beschikken wel over hefbomen:

- wij nemen deel aan de projectvergaderingen;
- wij geven ons advies in de overlegcommissie;
- wij leggen onze voorwaarden op aan de verschillende projectversies;
- wij volgen de evolutie van de projecten op;
- en indien de uiteindelijke vergunning zou afwijken van essentiële elementen die door de Gemeente zijn geformuleerd, zullen wij de nodige administratieve en gerechtelijke beroepen instellen.

Maar die beroepen kunnen pas worden ingesteld nadat het Gewest de vergunning heeft verleend.
Wat de sociale woningen betreft, wil ik een essentiële verduidelijking geven: de Gemeente Oudergem heeft nooit geweigerd om publieke of sociale woningen op te nemen in grootschalige projecten.
Integendeel, wij hebben in onze voorwaarden zelfs gevraagd om de haalbaarheid te onderzoeken van het integreren van een aandeel publieke woningen op de site.
Maar men moet eraan herinneren dat het RPA Herrmann-Debroux, dat de regels vastlegt, geen enkele

verplichting oplegt inzake sociale woningen.
Het RPA is een gewestelijk instrument. Als de Gewestregering deze verplichting had willen opleggen, had zij dat perfect kunnen doen. Zij had die bevoegdheid.
Zij heeft dat niet gedaan.
En ik zeg het rustig maar duidelijk: het is soms wat gemakkelijk dat bepaalde partijen de Gemeente aanvallen wegens die afwezigheid, terwijl diezelfde partijen op gewestelijk niveau deze verplichting niet in het RPA hebben ingeschreven toen zij daar de bevoegdheid toe hadden. Wij, wij doen ons werk — zonder posture — binnen het kader dat het onze is.
Wat de burgerparticipatie betreft: Oudergem doet al jaren veel meer dan wat de wet oplegt, en meer dan de meeste Brusselse gemeenten.
Wij organiseren infosessies ’s avonds, toegankelijk na de werkuren.
Wij maken de dossiers begrijpelijk, produceren synthetische en pedagogische presentaties, en leggen de reële speelruimte uit.
En wij pleiten ervoor dat het Gewest het kader van de overlegcommissies laat evolueren.
Want vandaag kunnen die niet ’s avonds plaatsvinden: ze vereisen de aanwezigheid van gewestelijke ambtenaren tijdens hun werkuren. Geen enkele gemeente organiseert ze ’s avonds.
Maar binnen dat beperkend kader doen wij het maximum zodat de inwoners kunnen begrijpen, deelnemen en invloed uitoefenen op de projecten. En in dit dossier hebben zij dat ook gedaan.
Ik hoop dat ik uw verschillende vragen heb kunnen beantwoorden.

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris, (g) Etienne Schoonbroodt	De Voorzitter, (g) Didier Gosuin

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 28 november 2025

De Gemeentesecretaris,	De Burgemeester,
Etienne Schoonbroodt	Sophie de Vos

RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE D'AUDERGHEM

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal

Présents Didier Gosuin, *Président* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Eloïse Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen, Michel Blampain, Philippe Adriaenssens, *Échevin·e·s* ;
Jeannine Crucifix, Marc Vandame, Didier Molders, François Lebovy, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Valérie Glatigny, Martin Willemart, Emmanuelle Poznanski, Zora Molenberg Clerbaux, Mathieu Poma, Noémie Dekoninck, Valérie Locatelli, Valérie Lowagie, Alodie De Poorter, Laure Henvard, Ingrid Venier, Jean-François Noël, Alan Lenglet, Victor Kanyanzira, Edouard Brainis, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal.*

Excusés Elise Willame, Myriam Fobe, Gabriela Banu, *Conseillers communaux*.

Séance du 27.11.25

#Objet : Question orale de Monsieur Victor Kanyanzira (PS) : Création de bureau au Demey Park #

Séance publique

Secrétariat

Madame la Bourgmestre,
Monsieur le Président,
Mesdames et messieurs les échevins,
Chers collègues,
Lors de la Commission de concertation du 16 octobre dernier concernant le projet « Demey Park » porté par la S.A. Redevco Belgium, il a été clairement souligné que « le développement de bureaux apparaît comme superflu au regard de l'absence de nécessité actuelle » à Bruxelles comme à Auderghem. Ce constat rejoint les données régionales les plus récentes : Bruxelles compte aujourd'hui plus d'un million de m² de bureaux inoccupés. Pourtant, dans l'avis que vous relayez au nom de la Commune — et notamment dans les communications de M. Pillois — vous saluez l'arrivée de nouvelles surfaces de bureaux, en insistant sur la « mixité fonctionnelle » comme un atout majeur.
D'où mes questions :

- Pouvez-vous expliquer en quoi cette évaluation des besoins diffère de celle de la Commission de concertation ? Sur quelles données économiques ou projections stratégiques justifiez-vous l'acceptation de nouveaux bureaux dans une zone où leur développement est jugé superflu ?
- En saluant cette mixité, n'ignorez-vous pas le diagnostic de surcapacité tertiaire ? Ne risque-t-on pas de voir ces bureaux rester vacants pendant des années, devenant des espaces sous-utilisés au lieu d'un moteur de vie de quartier ?
- Avez-vous envisagé — ou exigé — une clause de reconversion automatique des bureaux en logements publics ou abordables si la demande tertiaire ne suit pas ? Comment garantissez-vous que cette mixité ne devienne pas un simple argument théorique, mais un véritable levier pour créer un quartier vivant et habité ?

Je vous remercie
Victor Kanyanzira

- **Réponse de Matthieu Pillois, Échevin**

Monsieur le Conseiller,

Je veux répondre très clairement, parce que la position de la commune a toujours été cohérente.
Auderghem a toujours défendu la mixité fonctionnelle.
Nous n'avons jamais prétendu qu'il n'y avait pas de demande de bureaux, ni que la commune souhaitait les bannir. Nous voulons des quartiers vivants, avec du logement, des commerces, des équipements… et oui, aussi un certain niveau d'activité économique. Et Auderghem s'y prête : métro, tram, bus, trains, ring, E411… C'est l'une des communes les mieux connectées.
Sur Demey Park, il faut être factuel : le programme de bureaux est modéré, environ 12.000 m², soit à peine 10 % du projet. L'étude d'incidences le dit clairement :

- cela n'aggrave pas les incidences,
- aucune alternative sans bureaux ne donne de meilleurs résultats,
- la localisation est cohérente avec l'accessibilité.

Et surtout — je le répète parce que c'est essentiel — aucun membre de la commission de concertation n'a considéré que les bureaux étaient superflus sur ce projet.
Ni Urban-DU, ni Urban-DPC, ni Bruxelles Environnement, ni les communes.
C'est écrit noir sur blanc dans l'avis.
La commission a demandé autre chose, et nous soutenons cette demande :

- étudier une augmentation des équipements collectifs.

Et c'est justement pour cela que nous exigeons une réversibilité du programme tertiaire, car les bureaux sont les surfaces les plus facilement convertibles en équipements collectifs : crèches, maison de quartier, espace associatif, santé…
Enfin, un mot sur la réalité économique :
Oui, certains bureaux anciens se relouent moins facilement actuellement. Mais les nouveaux bureaux, aux normes actuelles, se remplissent immédiatement. Les exemples d'Eiffage ou de CFE à Auderghem le prouvent. Et si Redevco propose 12.000 m², c'est qu'ils ont fait leurs analyses et probablement déjà des contacts sérieux.
J'espère avoir pu répondre à vos différentes questions.

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal, (s) Etienne Schoonbroodt	Le Président, (s) Didier Gosuin

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 28 novembre 2025

Le Secrétaire communal,	La Bourgmestre,
Etienne Schoonbroodt	Sophie de Vos

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM

Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad

Aanwezig Didier Gosuin, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Eloïse Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen, Michel Blampain, Philippe Adriaenssens, *Schepenen* ;
Jeannine Crucifix, Marc Vandame, Didier Molders, François Lebovy, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Valérie Glatigny, Martin Willemart, Emmanuelle Poznanski, Zora Molenberg Clerbaux, Mathieu Poma, Noémie Dekoninck, Valérie Locatelli, Valérie Lowagie, Alodie De Poorter, Laure Henvard, Ingrid Venier, Jean-François Noël, Alan Lenglet, Victor Kanyanzira, Edouard Brainis, *Gemeenteraadsleden* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd Elise Willame, Myriam Fobe, Gabriela Banu, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 27.11.25

#Onderwerp : Mondelinge vraag van de heer Victor Kanyanzira (PS): Het bouwen van kantoren op Demey Park

---

Openbare zitting

Secretariaat

Mevrouw de Burgemeester,
Mijnheer de Voorzitter,
Dames en heren schepenen,
Beste collega's,
Tijdens de overlegcommissie van 16 oktober jongstleden betreffende het project "Demey Park", van de N.V. Redevco Belgium, werd duidelijk benadrukt dat "de ontwikkeling van kantoorruimte overbodig lijkt gezien het huidige gebrek aan noodzaak" zowel in Brussel als in Oudergem.
Deze vaststelling sluit aan bij de meest recente regionale gegevens: Brussel telt vandaag meer dan één miljoen m² leegstaande kantoorruimte.
Toch wordt in het advies dat u namens de Gemeente verspreidt — en met name in de communicatie van de heer Pillois — de komst van nieuwe kantooroppervlakten toegejuicht, waarbij sterk de nadruk wordt gelegd op de "functionele mix" als een belangrijk pluspunt.
Daaruit volgen mijn vragen:

- Kunt u toelichten waarin deze behoefte-evaluatie verschilt van die van de overlegcommissie? Op welke economische gegevens of strategische prognoses baseert u de aanvaarding van nieuwe kantoren in een zone waar hun ontwikkeling als overbodig wordt beschouwd?
- Door deze mix te verheerlijken, negeert u dan niet het vastgestelde overschot aan tertiaire capaciteit? Loopt men niet het risico dat deze kantoren jarenlang leeg blijven staan en onderbenutte ruimtes worden in plaats van een motor voor het wijkleven?
- Heeft u een automatische herbestemmingsclausule naar publieke of betaalbare woningen overwogen — of geëist — indien de tertiaire vraag uitblijft? Hoe garandeert u dat deze mix niet louter een theoretisch argument blijft, maar een echt hefboom wordt om een levendige en bewoonde wijk te creëren?

Ik dank u,
Victor Kanyanzira

- **Antwoord van Matthieu Pillois, Schepen**

Mijnheer de Raadslid,
Ik wil zeer duidelijk antwoorden, want het standpunt van de gemeente is altijd consistent geweest.
Oudergem heeft altijd de functionele mix verdedigd.
Wij hebben nooit beweerd dat er geen vraag is naar kantoorruimte, noch dat de gemeente die zou willen bannen. Wij willen levendige wijken, met woningen, handel, voorzieningen… en ja, ook een zeker niveau van economische activiteit. En Oudergem leent zich daar uitstekend toe: metro, tram, bus, trein, ring, E411… Het is één van de best ontsloten gemeenten.
Wat Demey Park betreft, moeten we bij de feiten blijven: het kantoorprogramma is beperkt, ongeveer 12.000 m², dus nauwelijks 10% van het project. De effectenstudie zegt het zeer duidelijk:

- dit verscherpt de effecten niet,
- geen enkel alternatief zonder kantoren levert betere resultaten op,
- de ligging is coherent gezien de bereikbaarheid.

En vooral — ik herhaal het omdat het essentieel is — geen enkel lid van de overlegcommissie heeft geoordeeld dat de kantoren overbodig waren in dit project.
Noch Urban-DU, noch Urban-DPC, noch Leefmilieu Brussel, noch de gemeenten.
Het staat zwart op wit in het advies.
De commissie heeft iets anders gevraagd, en wij steunen die vraag volledig:

- onderzoeken of de collectieve voorzieningen kunnen worden uitgebreid.

En precies daarom eisen wij dat het tertiaire programma omkeerbaar wordt ontworpen, omdat kantooroppervlakten het gemakkelijkst om te vormen zijn tot collectieve voorzieningen: crèches, gemeenschapsruimten, verenigingslokalen, gezondheidsvoorzieningen…
Ten slotte nog een woord over de economische realiteit:
Ja, sommige oudere kantoren worden vandaag minder snel opnieuw verhuurd. Maar nieuwe kantoren, conform de huidige normen, zijn meteen volzet. De voorbeelden van Eiffage of CFE in Oudergem bewijzen dat. En als Redevco 12.000 m² voorstelt, dan is dat omdat men zijn analyses heeft gemaakt en waarschijnlijk al serieuze contacten heeft.
Ik hoop dat ik uw verschillende vragen heb kunnen beantwoorden.

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Didier Gosuin

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 28 november 2025

De Gemeentesecretaris,

Etienne Schoonbroodt

De Burgemeester,

Sophie de Vos

RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE D'AUDERGHEM

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal

Présents Didier Gosuin, *Président* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Eloïse Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen, Michel Blampain, Philippe Adriaenssens, *Échevin·e·s* ;
Jeannine Crucifix, Marc Vandame, Didier Molders, François Lebovy, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Valérie Glatigny, Martin Willemart, Emmanuelle Poznanski, Zora Molenberg Clerbaux, Mathieu Poma, Noémie Dekoninck, Valérie Locatelli, Valérie Lowagie, Alodie De Poorter, Laure Henvard, Ingrid Venier, Jean-François Noël, Alan Lenglet, Victor Kanyanzira, Edouard Brainis, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal.*

Excusés Elise Willame, Myriam Fobe, Gabriela Banu, *Conseillers communaux*.

Séance du 27.11.25

#Objet : Question orale de Madame Valerie Locatelli (Liste de la Bourgmestre) : expérimentation de l'usage des drones par la zone de police #

Séance publique

Secrétariat

Monsieur le Président, Madame la Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les Echevins.
Chers Collègues, cher public,
L'actualité récente nous apprend que la zone de police Bruxelles Capitale-Ixelles a mené, au printemps 2025, 144 vols de drones de surveillance dans le cadre d'un projet pilote, en collaboration avec une société privée. L'Organe de contrôle de l'information policière (COC) a jugé cette expérimentation illégale, en raison notamment du traitement de données policières par un acteur privé, et ce avant même que le Conseil d'État ne se prononce.
Cette assemblée a débattu plusieurs fois de la question. Pourriez-vous faire le point sur l'état d'avancement de l'expérimentation de l'usage de drones et des prochaines étapes ?
Je vous remercie

- **Réponse de Madame Sophie de Vos, Bourgmestre :**

Je vous remercie pour votre question. Elle me permet d'expliquer que la zone et notre commune ont été largement au-delà du prescrit légal.
Je rappelle tout d'abord que l'autorisation du Conseil communal a expiré depuis fin octobre puisqu'elle n'a été donnée que sur une demande de test se terminant à cette échéance.
Le Conseil communal avait également expressément sollicité l'intervention de l'organe de contrôle de l'information policière dans les termes suivants : « l'Organe de contrôle de l'information policière sera consulté préalablement à la mise en place opérationnelle de ce traitement ; (…) le DPO de la zone de police Uccle Watermael-Boitsfort Auderghem informera l'Organe de contrôle de l'information policière du déroulement de la phase test ».
Cela étant dit, le recours introduit au Conseil d'État par la Ligue des droits humains a amené le cabinet d'avocats désigné pour nous défendre à réanalyser en détail ce dossier.
Il est apparu que la zone et la commune ont témoigné d'un excès de scrupules : aucune disposition légale n'exige de passer au Conseil communal et encore moins de solliciter son autorisation pour ce genre d'opération.
Par ailleurs, dans les faits, cette autorisation s'est révélée sans objet : aucun test n'a finalement été mené

dans notre zone de police et aucun drone n'a survolé le territoire communal (j'entends par là : aucun drone de la police).
Je vous remercie de votre attention.

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Didier Gosuin

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 28 novembre 2025

Le Secrétaire communal,

La Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM

Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad

Aanwezig Didier Gosuin, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Eloïse Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen, Michel Blampain, Philippe Adriaenssens, *Schepenen* ;
Jeannine Crucifix, Marc Vandame, Didier Molders, François Lebovy, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Valérie Glatigny, Martin Willemart, Emmanuelle Poznanski, Zora Molenberg Clerbaux, Mathieu Poma, Noémie Dekoninck, Valérie Locatelli, Valérie Lowagie, Alodie De Poorter, Laure Henvard, Ingrid Venier, Jean-François Noël, Alan Lenglet, Victor Kanyanzira, Edouard Brainis, *Gemeenteraadsleden* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd Elise Willame, Myriam Fobe, Gabriela Banu, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 27.11.25

#Onderwerp : Mondelinge vraag van Mevrouw Valerie Locatelli (Liste de la Bourgmestre): Proefproject voor het gebruik van drones door de politiezone #

Openbare zitting

Secretariaat

Mijnheer de Voorzitter, Mevrouw de Burgemeester,
Dames en Heren Schepenen,
Beste Collega's, beste aanwezigen,
Het recente nieuws meldt dat de politiezone Brussel Hoofdstad-Elsene in het voorjaar van 2025 144 bewakingsvluchten met drones heeft uitgevoerd in het kader van een pilootproject, in samenwerking met een privébedrijf. Het Controleorgaan op de politionele informatie (COC) heeft deze proef als onwettig bestempeld, onder meer omdat er politionele gegevens werden verwerkt door een private actor, nog vóór de Raad van State zich daarover heeft uitgesproken.
Deze raad heeft het onderwerp al meerdere keren besproken.
Kunt u een stand van zaken geven over de voortgang van het proefproject met drones en over de volgende stappen?
Dank u.

- **Antwoord van Mevrouw Sophie de Vos, Burgemeester :**

Ik dank u voor uw vraag. Ze geeft mij de gelegenheid uit te leggen dat zowel de zone als onze gemeente ruim verder zijn gegaan dan wat wettelijk vereist is.
Ik herinner er vooreerst aan dat de toestemming van de Gemeenteraad eind oktober is verlopen, aangezien zij enkel werd gegeven voor een testaanvraag die op die datum afliep.
De Gemeenteraad had bovendien uitdrukkelijk gevraagd om tussenkomst van het Controleorgaan op de politionele informatie in de volgende bewoordingen: "het Controleorgaan op de politionele informatie zal voorafgaand aan de operationele invoering van deze verwerking worden geraadpleegd; (…) de DPO van de politiezone Ukkel Watermaal-Bosvoorde Oudergem zal het Controleorgaan op de politionele informatie informeren over het verloop van de testfase."
Dat gezegd zijnde, heeft het beroep dat door de Liga voor Mensenrechten bij de Raad van State werd ingediend, het advocatenkantoor dat ons verdedigt ertoe gebracht dit dossier tot in detail opnieuw te analyseren.
Daaruit bleek dat de zone en de gemeente een overmaat aan nauwgezetheid aan de dag hebben gelegd: geen enkele wettelijke bepaling vereist dat men naar de Gemeenteraad stapt, laat staan dat men zijn toestemming

vraagt voor dit soort operatie.
Bovendien is die toestemming in de feiten zonder voorwerp gebleven: er is uiteindelijk geen enkele test uitgevoerd binnen onze politiezone en geen enkele drone heeft het grondgebied van de gemeente overvlogen (waarmee ik bedoel: geen enkele politiedrone).
Ik dank u voor uw aandacht.

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Didier Gosuin

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 28 november 2025

De Gemeentesecretaris,

Etienne Schoonbroodt

De Burgemeester,

Sophie de Vos

RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE D'AUDERGHEM

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal

Présents Didier Gosuin, *Président* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Eloïse Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen, Michel Blampain, Philippe Adriaenssens, *Échevin·e·s* ;
Jeannine Crucifix, Marc Vandame, Didier Molders, François Lebovy, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Valérie Glatigny, Martin Willemart, Emmanuelle Poznanski, Zora Molenberg Clerbaux, Mathieu Poma, Noémie Dekoninck, Valérie Locatelli, Valérie Lowagie, Alodie De Poorter, Laure Henvard, Ingrid Venier, Jean-François Noël, Alan Lenglet, Victor Kanyanzira, Edouard Brainis, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal.*

Excusés Elise Willame, Myriam Fobe, Gabriela Banu, *Conseillers communaux*.

Séance du 27.11.25

#Objet : Question orale de M. Alan Lenglet (Ecolo-Groen) sur les drônes #

Séance publique

Secrétariat

Monsieur le Président,
Madame la Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les Échevin·es,
Cher·es collègues,
Le Conseil communal du 26 juin a approuvé la phase test DIAB de la zone de police, incluant explicitement le recours à des drones pilotés par la société privée Citymesh. Nous avions alors exprimé nos préoccupations quant aux garanties insuffisantes et au rôle d'un opérateur externe dans une mission policière.
Or, le rapport rendu public début novembre par l'Organe de contrôle de l'information policière (COC) confirme désormais que ce type d'expérimentation, précisément parce qu'elle confie le pilotage à un opérateur privé, est contraire à la circulaire de 2019 et au cadre légal applicable aux missions policières. Autrement dit : le dispositif tel qu'approuvé à Auderghem est considéré comme illégal.
À la lumière de cet élément nouveau et substantiel, qui s'ajoute aux éléments déjà soulevés précédemment notamment sur le budget, les courriers de riverains et l'action en justice entamée contre ce projet, je souhaiterais vous poser les questions suivantes :

- La commune a-t-elle vérifié si des vols ont eu lieu sur ou au départ du territoire d'Auderghem dans les conditions illégales identifiées par le COC ?
- Maintenant que l'expérimentation menée par la zone de Police et Citymesh est désormais qualifiée d'illégale par l'autorité de contrôle compétente, allez-vous enfin suspendre ou revoir l'approbation donnée ?

Je vous remercie pour vos réponses,
Alan Lenglet
Pour le groupe Ecolo-Groen

- **Réponse de Madame Sophie de Vos, Bourgmestre :**

Je vous remercie pour votre question. Elle me permet d'expliquer que la zone et notre commune ont été largement au-delà du prescrit légal.
Je rappelle tout d'abord que l'autorisation du Conseil communal a expiré depuis fin octobre puisqu'elle n'a

été donnée que sur une demande de test se terminant à cette échéance.
Le Conseil communal avait également expressément sollicité l'intervention de l'organe de contrôle de l'information policière dans les termes suivants : « l'Organe de contrôle de l'information policière sera consulté préalablement à la mise en place opérationnelle de ce traitement ; (…) le DPO de la zone de police Uccle Watermael-Boitsfort Auderghem informera l'Organe de contrôle de l'information policière du déroulement de la phase test ».
Cela étant dit, le recours introduit au Conseil d'État par la Ligue des droits humains a amené le cabinet d'avocats désigné pour nous défendre à réanalyser en détail ce dossier.
Il est apparu que la zone et la commune ont témoigné d'un excès de scrupules : aucune disposition légale n'exige de passer au Conseil communal et encore moins de solliciter son autorisation pour ce genre d'opération.
Par ailleurs, dans les faits, cette autorisation s'est révélée sans objet : aucun test n'a finalement été mené dans notre zone de police et aucun drone n'a survolé le territoire communal (j'entends par là : aucun drone de la police).
Je vous remercie de votre attention.

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Didier Gosuin

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 28 novembre 2025

Le Secrétaire communal,

La Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM

Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad

Aanwezig Didier Gosuin, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Eloïse Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen, Michel Blampain, Philippe Adriaenssens, *Schepenen* ;
Jeannine Crucifix, Marc Vandame, Didier Molders, François Lebovy, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Valérie Glatigny, Martin Willemart, Emmanuelle Poznanski, Zora Molenberg Clerbaux, Mathieu Poma, Noémie Dekoninck, Valérie Locatelli, Valérie Lowagie, Alodie De Poorter, Laure Henvard, Ingrid Venier, Jean-François Noël, Alan Lenglet, Victor Kanyanzira, Edouard Brainis, *Gemeenteraadsleden* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd Elise Willame, Myriam Fobe, Gabriela Banu, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 27.11.25

#Onderwerp : Mondelinge vraag van de Heer Alan Lenglet (Ecolo-Groen) ivm de drones

---

Openbare zitting

Secretariaat

Mijnheer de Voorzitter,
Mevrouw de Burgemeester,
Geachte Schepenen,
Beste collega's,
De gemeenteraad van 26 juni jongstleden heeft de testfase DIAB van de politiezone goedgekeurd, waarbij expliciet het gebruik van drones bestuurd door het privébedrijf Citymesh werd opgenomen. Wij hadden toen onze bezorgdheden geuit over de onvoldoende garanties en de rol van een externe operator in een politietaak.
Het verslag dat begin november openbaar werd gemaakt door het Controleorgaan op de politionele informatie (COI) bevestigt nu dat dit soort experimenten, juist omdat het de besturing toevertrouwt aan een privéoperator, in strijd is met de omzendbrief van 2019 en met het wettelijke kader dat van toepassing is op politietaken. Met andere woorden: het systeem zoals goedgekeurd in Oudergem wordt als illegaal beschouwd.
In het licht van dit nieuwe en substantiële element, dat zich toevoegt aan de reeds eerder aangehaalde punten, onder meer over het budget, de brieven van buurtbewoners en de gerechtelijke procedure die tegen dit project werd ingeleid, wens ik u de volgende vragen te stellen:

- Heeft de gemeente nagegaan of er vluchten hebben plaatsgevonden boven of vanuit het grondgebied van Oudergem onder de door het COI geïdentificeerde illegale omstandigheden?
- Nu de proef die door de politiezone en Citymesh werd uitgevoerd inmiddels door de bevoegde toezichthoudende autoriteit als illegaal wordt beschouwd, zult u dan eindelijk de gegeven goedkeuring schorsen of herzien?

Ik dank u voor uw antwoorden.
Alan Lenglet
Voor de Ecolo-Groen-fractie

- **Antwoord van Mevrouw Sophie de Vos, Burgemeester :**

Ik dank u voor uw vraag. Ze geeft mij de gelegenheid uit te leggen dat zowel de zone als onze gemeente

ruim verder zijn gegaan dan wat wettelijk vereist is.
Ik herinner er vooreerst aan dat de toestemming van de Gemeenteraad eind oktober is verlopen, aangezien zij enkel werd gegeven voor een testaanvraag die op die datum afliep.
De Gemeenteraad had bovendien uitdrukkelijk gevraagd om tussenkomst van het Controleorgaan op de politionele informatie in de volgende bewoordingen: “het Controleorgaan op de politionele informatie zal voorafgaand aan de operationele invoering van deze verwerking worden geraadpleegd; (…) de DPO van de politiezone Ukkel Watermaal-Bosvoorde Oudergem zal het Controleorgaan op de politionele informatie informeren over het verloop van de testfase.”
Dat gezegd zijnde, heeft het beroep dat door de Liga voor Mensenrechten bij de Raad van State werd ingediend, het advocatenkantoor dat ons verdedigt ertoe gebracht dit dossier tot in detail opnieuw te analyseren.
Daaruit bleek dat de zone en de gemeente een overmaat aan nauwgezetheid aan de dag hebben gelegd: geen enkele wettelijke bepaling vereist dat men naar de Gemeenteraad stapt, laat staan dat men zijn toestemming vraagt voor dit soort operatie.
Bovendien is die toestemming in de feiten zonder voorwerp gebleven: er is uiteindelijk geen enkele test uitgevoerd binnen onze politiezone en geen enkele drone heeft het grondgebied van de gemeente overvlogen (waarmee ik bedoel: geen enkele politiedrone).
Ik dank u voor uw aandacht.

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,	De Voorzitter,
(g) Etienne Schoonbroodt	(g) Didier Gosuin

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 28 november 2025

De Gemeentesecretaris,	De Burgemeester,
Etienne Schoonbroodt	Sophie de Vos

RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE D'AUDERGHEM

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal

Présents Didier Gosuin, *Président* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Eloïse Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen, Michel Blampain, Philippe Adriaenssens, *Échevin·e·s* ;
Jeannine Crucifix, Marc Vandame, Didier Molders, François Lebovy, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Valérie Glatigny, Martin Willemart, Emmanuelle Poznanski, Zora Molenberg Clerbaux, Mathieu Poma, Noémie Dekoninck, Valérie Locatelli, Valérie Lowagie, Alodie De Poorter, Laure Henvard, Ingrid Venier, Jean-François Noël, Alan Lenglet, Victor Kanyanzira, Edouard Brainis, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal.*

Excusés Elise Willame, Myriam Fobe, Gabriela Banu, *Conseillers communaux*.

Séance du 27.11.25

#Objet : Question orale de Monsieur Jean-François Noël et Madame Alodie De Poorter Capillon (Liste de la Bourgmestre) : Harcèlement scolaire #

Séance publique

Secrétariat

Chers Collègues,
Le harcèlement scolaire touche, selon plusieurs études, près d'un élève sur trois en Fédération Wallonie-Bruxelles. Ses conséquences sur le bien-être, la santé mentale et le parcours scolaire des jeunes sont profondes, parfois irréversibles.
La RTBF a relancé en ce mois de novembre le projet HOPE qui vise à lutter contre le harcèlement scolaire au travers notamment d'une campagne de sensibilisation auprès des enfants. A cette occasion, le Délégué général aux droits de l'enfant a récemment appelé à « briser le silence » et à mobiliser toutes les autorités locales et scolaires pour prévenir et traiter ces situations de manière plus systématique.
À Auderghem, nous sommes déjà mobilisés puisque, d'une part, les règlements d'ordre intérieur des écoles communales comportent déjà une procédure claire de prévention et de gestion du harcèlement, et que, d'autre part, une personne de référence est d'ores et déjà désignée dans chaque établissement. J'aimerais dès lors vous poser les questions suivantes:

1. Pouvez-vous nous dresser un état des lieux des actions communales en matière de prévention du harcèlement scolaire ? D'autres actions sont-elles d'ores et déjà planifiées?
2. Disposons nous de chiffres en matière de harcèlement scolaire dans nos écoles? Si oui, avec quel suivi et actions concrètes?
3. Des formations ou campagnes de sensibilisation ont-elles déjà été organisées pour les enseignants, les élèves ou les parents ? Si oui, combien de participants ont-elles touché ?

Je vous remercie pour les informations qui pourront être partagées sur ce sujet essentiel pour la sécurité et le bien-être des enfants de notre commune.

- **Réponse de Madame Stéphanie Paulissen, Échevine**

Monsieur le Conseiller,
Je vous remercie pour votre question, qui touche à un enjeu essentiel : garantir un climat scolaire serein, prévenir les violences relationnelles et intervenir de manière adéquate lorsqu'un cas de harcèlement avéré survient.

Nos écoles disposent d'un processus complet de signalement de la violence et du harcèlement scolaire, détaillé dans chaque règlement d'ordre intérieur. Je vous y renvoie.
Par ailleurs, chaque école bénéficie d'une personne de référence en matière de harcèlement, formée à la méthode Graine de médiateurs et au programme KiVa. Elle assure à la fois la prévention, le suivi des situations et l'accompagnement des équipes.
Depuis la mise en place de ce dispositif de gestion des conflits, nous constatons très peu de cas de harcèlement avéré : 1 à 2 par école sur les quatre dernières années. Un seul cas a nécessité l'intervention du Service H, le service de lutte contre le harcèlement scolaire de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Une animatrice est intervenue durant plusieurs semaines auprès des enfants concernés, et la situation a pu être résolue.
La majorité des situations relèvent davantage de conflits, d'incompréhensions ou de comportements inadaptés. Ceux-ci sont pris en charge en interne par les directions, les enseignants, le PMS, les parents et bien sûr les élèves concernés.
Notre référente organise chaque année des ateliers visant à apprendre aux élèves à :

- communiquer entre eux ;
- dire non et s'opposer à des comportements inadéquats ;
- comprendre ce qu'est un conflit ;
- identifier les différentes attitudes possibles en situation conflictuelle ;
- acquérir des techniques de coopération, de négociation et de médiation.

Nos équipes pédagogiques — en particulier les professeurs de philosophie et citoyenneté, de morale et de religion — se sont fortement engagées dans ce travail, même si cette thématique est déjà intégrée dans leurs cours.
Un projet transversal lié au harcèlement est mené autour de la Journée de lutte contre le harcèlement, avec des activités étalées sur deux semaines : réalisation d'affiches autour du harcèlement et de la différence, discussions en classe et exposition dans les couloirs.
D'autres actions renforcent ce dispositif :

- Travail sur la tolérance entre religions et convictions via le jeu "Krouiroupa", en collaboration entre CPC et les cours de philosophie et de religion.
- Ateliers théâtre avec mises en situation, échanges de rôles (harceleur/harcelé/témoins), scénarios préparés en amont, productions d'affiches et créations artistiques.
- Mise en place d'une boîte anonyme pour recueillir témoignages et idées.
- Création d'un bocal à compliments afin de valoriser les gestes positifs entre élèves.
- Projets d'éducation aux écrans et aux médias, ainsi qu'un projet "différence" axé sur le handicap.
- Animations externes (Child Focus, TeamSchool, etc.) autour du cyberharcèlement, principalement en 5e et 6e années.

Cette année, nos quatre écoles ont participé au projet HOPE – Harcèlement, On s'y Oppose et on en Parle Ensemble, initié par la RTBF.
Chaque école a réalisé une chaîne de l'espoir, envoyée à la RTBF : un symbole fort d'unité et de mobilisation contre le harcèlement.
En résumé, les cas avérés de harcèlement restent très rares dans nos écoles. Les conflits sont gérés efficacement en interne, avec le soutien du PMS et, si nécessaire, de services spécialisés de la FWB. La commune renforce chaque année ses actions de prévention, notamment grâce aux programmes de médiation, aux cours de citoyenneté, aux projets extérieurs et désormais au projet HOPE.
Notre volonté est claire : inscrire durablement ces engagements au sein de nos écoles et faire rayonner ces valeurs au-delà, afin — nous l'espérons — de contribuer à réduire le harcèlement dans l'enseignement secondaire.
Je vous remercie.

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Didier Gosuin

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 28 novembre 2025

Le Secrétaire communal,

La Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM

Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad

Aanwezig Didier Gosuin, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Eloïse Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen, Michel Blampain, Philippe Adriaenssens, *Schepenen* ;
Jeannine Crucifix, Marc Vandame, Didier Molders, François Lebovy, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Valérie Glatigny, Martin Willemart, Emmanuelle Poznanski, Zora Molenberg Clerbaux, Mathieu Poma, Noémie Dekoninck, Valérie Locatelli, Valérie Lowagie, Alodie De Poorter, Laure Henvard, Ingrid Venier, Jean-François Noël, Alan Lenglet, Victor Kanyanzira, Edouard Brainis, *Gemeenteraadsleden* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd Elise Willame, Myriam Fobe, Gabriela Banu, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 27.11.25

#Onderwerp : Mondelinge vraag van de heer Jean-François Noël en mevrouw Alodie De Poorter Capillon (Lijst van de Burgemeester): pesten op school #

Openbare zitting

Secretariaat

Beste collega's,
Volgens verschillende studies wordt bijna één op drie leerlingen in de Federatie Wallonië-Brussel geconfronteerd met pesten op school. De gevolgen voor het welzijn, de mentale gezondheid en het schooltraject van jongeren zijn diepgaand, soms zelfs onomkeerbaar.
De RTBF heeft in november het project HOPE opnieuw gelanceerd, dat tot doel heeft het schoolpesten te bestrijden, onder meer via een sensibiliseringscampagne gericht op kinderen. Naar aanleiding daarvan riep de Algemeen Afgevaardigde voor de Rechten van het Kind recent op om "het stilzwijgen te doorbreken" en om alle lokale en schoolautoriteiten te mobiliseren om deze situaties op een meer systematische manier te voorkomen en aan te pakken.
In Oudergem zijn we reeds actief op dit vlak: enerzijds bevatten de huishoudelijke reglementen van de gemeentelijke scholen al een duidelijke procedure voor de preventie en de aanpak van pesten, en anderzijds is in elke instelling reeds een aanspreekpersoon aangeduid. Daarom zou ik u graag de volgende vragen stellen:

1. Kunt u ons een overzicht geven van de gemeentelijke acties op het vlak van preventie van pesten op school? Zijn er al bijkomende acties gepland?
2. Beschikken we over cijfers met betrekking tot pesten in onze scholen? Zo ja, welke opvolging en concrete maatregelen worden daaraan gekoppeld?
3. Werden er reeds opleidingen of sensibiliseringscampagnes georganiseerd voor leerkrachten, leerlingen of ouders? Zo ja, hoeveel deelnemers werden hiermee bereikt?

Ik dank u voor de informatie die u kunt delen over dit essentiële thema voor de veiligheid en het welzijn van de kinderen in onze gemeente.

- **Antwoord van mevrouw Stéphanie Paulissen, Schepen**

Mijnheer de Raadslid,
Ik dank u voor uw vraag, die een essentieel thema raakt: het garanderen van een serein schoolklimaat, het voorkomen van relationeel geweld en het adequaat ingrijpen bij bewezen gevallen van pesten.

Onze scholen beschikken over een volledig proces voor het melden van geweld en schoolpesten, dat in elk schoolreglement wordt gedetailleerd. Ik verwijs u daarvoor.
Daarnaast heeft elke school een referentiepersoon voor pesten, opgeleid in de methode Graine de Médiateurs en het KiVa-programma. Zij zorgt zowel voor preventie, opvolging van situaties als begeleiding van de teams.
Sinds de invoering van dit conflictbeheersingssysteem stellen we zeer weinig gevallen van bewezen pesten vast: 1 à 2 per school over de laatste vier jaren. Slechts één geval vereiste de tussenkomst van Dienst H, de dienst ter bestrijding van schoolpesten van de Fédération Wallonie-Bruxelles. Een begeleidster werkte enkele weken met de betrokken kinderen, en de situatie kon worden opgelost.
De meeste situaties hebben eerder te maken met conflicten, misverstanden of ongepast gedrag. Deze worden intern opgevolgd door de directies, de leerkrachten, het CLB, de ouders en natuurlijk de betrokken leerlingen.
Onze referente organiseert jaarlijks workshops om de leerlingen te leren:

- communiceren met elkaar;
- nee zeggen en zich verzetten tegen ongepast gedrag;
- begrijpen wat een conflict is;
- de verschillende mogelijke houdingen in conflictsituaties identificeren;
- technieken van samenwerking, onderhandeling en bemiddeling verwerven.

Onze onderwijsteams — met name de leerkrachten filosofie en burgerschap, moraal en godsdienst — zetten zich sterk in voor dit werk, ook al is dit thema al geïntegreerd in hun lessen.
Er wordt een transversaal project rond pesten uitgevoerd in het kader van de Dag tegen Pesten, met activiteiten gespreid over twee weken: het maken van affiches rond pesten en verschillen, klassikale discussies en een tentoonstelling in de gangen.
Andere acties versterken dit systeem:

- Werk rond tolerantie tussen religies en overtuigingen via het spel Krouiroupa, in samenwerking tussen het CPC en de vakken filosofie en godsdienst.
- Theaterworkshops met rollenspelen (pestkop/pester/persoon die getuige is), scenario's vooraf voorbereid, affiches en artistieke creaties.
- Het opzetten van een anonieme box voor getuigenissen en ideeën.
- Creëren van een complimentenpot om positieve gebaren tussen leerlingen te waarderen.
- Projecten rond media- en schermeducatie, evenals een "verschillen"-project rond handicap.
- Externe animaties (Child Focus, TeamSchool, enz.) over cyberpesten, voornamelijk in het vijfde en zesde jaar.

Dit jaar hebben onze vier scholen deelgenomen aan het HOPE-project – Harcèlement, On s'y Oppose et on en Parle Ensemble, geïnitieerd door de RTBF.
Elke school heeft een ketting van hoop gerealiseerd en naar de RTBF gestuurd: een krachtig symbool van eenheid en mobilisatie tegen pesten.
Samengevat: bewezen gevallen van pesten blijven zeer zeldzaam in onze scholen. Conflicten worden intern efficiënt afgehandeld, met de steun van het CLB en, indien nodig, gespecialiseerde diensten van de W-BV.
De gemeente versterkt jaarlijks haar preventieve acties, onder andere via bemiddelingsprogramma's, burgerschapslessen, externe projecten en nu ook het HOPE-project.
Onze intentie is duidelijk: deze engagementen duurzaam verankeren binnen onze scholen en deze waarden verder uitdragen, om zo — hopelijk — bij te dragen aan een vermindering van pesten in het secundair onderwijs.
Ik dank u.

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Didier Gosuin

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 28 november 2025

De Gemeentesecretaris,

Etienne Schoonbroodt

De Burgemeester,

Sophie de Vos

RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE D'AUDERGHEM

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal

Présents Didier Gosuin, *Président* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Eloïse Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen, Michel Blampain, Philippe Adriaenssens, *Échevin·e·s* ;
Jeannine Crucifix, Marc Vandame, Didier Molders, François Lebovy, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Valérie Glatigny, Martin Willemart, Emmanuelle Poznanski, Zora Molenberg Clerbaux, Mathieu Poma, Noémie Dekoninck, Valérie Locatelli, Valérie Lowagie, Alodie De Poorter, Laure Henvard, Ingrid Venier, Jean-François Noël, Alan Lenglet, Victor Kanyanzira, Edouard Brainis, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal.*

Excusés Elise Willame, Myriam Fobe, Gabriela Banu, *Conseillers communaux*.

Séance du 27.11.25

#Objet : Question orale de Madame Zora Molenberg Clerbaux (Ecolo-Groen) sur l'élimination des violences faites aux femmes #

Séance publique

Secrétariat

Monsieur le Président,
Madame la Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les Échevin•es,
Cher•es collègues,
Le 25 novembre marque une date importante : c'est la journée internationale pour l'élimination des violences à l'égard des femmes. C'est également l'occasion pour la Commune de faire l'inventaire des mesures déployées pour protéger les femmes, et de se mobiliser pour prévenir les violences physiques, psychologiques, et sexuelles à leur encontre.
En 2024, l'association Stop Féminicide a recensé au moins 26 femmes victimes de féminicide en Belgique. Chacune d'entre elles a été tuée par un proche, l'immense majorité par son (ex-)compagnon. À Bruxelles, une femme sur 3 a subi des violences de la part d'un partenaire intime dans sa vie (Eurostat, 2021).
Dans l'espace public, la sécurité des femmes n'est pas assurée non plus, avec 95 % des femmes se disant parfois en insécurité dans la rue, et 83 % qui disent avoir déjà été harcelées dans la rue (Touche Pas à Ma Pote, 2023). Une femme sur trois a déjà été suivie dans la rue à Bruxelles.
Tous ces chiffres montrent l'insécurité perpétuelle dans laquelle les femmes peuvent se retrouver. Il est impératif d'axer les mesures sur la prévention de ces violences. Au niveau communal, certaines pistes peuvent être envisagées pour répondre aux demandes, sensibiliser la population, et responsabiliser les auteurs.
Mes questions sont donc les suivantes :

- Quelles actions avez-vous prises pour marquer la journée internationale pour l'élimination des violences à l'égard des femmes ?
- Quelles mesures prenez-vous pour augmenter la sécurité des femmes dans l'espace public ainsi que dans la sphère privée ?

Je vous remercie.
Zora Molenberg Clerbaux pour le groupe Ecolo-Groen

- **Réponse de Madame Sophie de Vos, bourgmestre**

Renforcer la protection des femmes victimes de violences : une action coordonnée police-commune

En concordance avec la politique criminelle du Parquet, notre zone de police et la commune ont développé, depuis plusieurs années, un ensemble cohérent d'actions pour mieux protéger les femmes victimes de violences, que ce soit dans l'espace public, au sein du couple ou dans la famille. L'objectif est de repérer plus vite, évaluer plus précisément et prendre en charge plus efficacement les situations de violence.

Un cadre clair pour identifier et suivre les situations de violence

Les circulaires du parquet (2006, 2020, 2021) guident le travail policier en définissant ce qu'est une violence intrafamiliale, en indiquant comment enregistrer correctement les dossiers et en expliquant comment évaluer les risques. Une grille d'évaluation aide les policiers à mieux comprendre le contexte et la gravité des faits, afin que le parquet puisse prendre des décisions rapides et adaptées. Une mise à jour du dossier est faite environ deux mois après les faits pour vérifier si la situation s'est améliorée ou aggravée. Le mécanisme d'interdiction temporaire de résidence permet d'éloigner immédiatement l'auteur présumé afin de protéger la victime et de faire retomber la tension.

Une prise en charge des victimes plus humaine et mieux coordonnée

La zone participe activement au Centre de Prise en charge des Violences Sexuelles (CPVS). Plus de 30 membres du personnel assurent un accompagnement spécialisé 24h/24. La politique EVA constitue une nouvelle porte d'entrée pour les victimes, garantissant un accueil calme, respectueux, et la possibilité de prendre rendez-vous en ligne avec du personnel formé. Le service SAPV offre un soutien immédiat avec écoute, conseils, aide dans les démarches et orientation vers les services spécialisés. Le projet Lawyer Victim Assistance (LVA) permet aux victimes d'obtenir gratuitement une première consultation juridique avec un avocat formé à ces matières.

Pour la sphère privée, la commune travaille également avec Watermael-Boitsfort via le CEFAS, un service qui accompagne gratuitement les personnes, couples et familles confrontés à des conflits ou à des violences. Des groupes de parole sur l'emprise, la violence et les relations difficiles constituent un véritable espace de soutien, renforcé par la présence active de notre médiatrice sociale.

Des dispositifs concrets pour améliorer la sécurité dans l'espace public et les transports

Plusieurs partenaires travaillent ensemble pour assurer une prise en charge globale : la police, la STIB, les services de Prévention et la Commune. Beaucoup de situations de harcèlement ou de violence surgissent dans les lieux de passage comme les stations de métro, les arrêts, les trams et les bus, des endroits où de nombreuses femmes ne se sentent pas en sécurité.

Une enquête menée par l'évaluatrice interne sur le harcèlement de rue a permis de construire une campagne de sensibilisation, complétée par des pièces de théâtre interprétées par d'anciennes victimes de violences conjugales. Résultat : des centaines de personnes sensibilisées et un accueil des plaintes beaucoup plus attentif au niveau de la police locale.

En 2026 sera lancé le projet SafePlace, qui franchit un véritable cap. L'objectif est de créer un réseau de lieux où une femme qui se sent suivie, menacée ou simplement mal à l'aise pourra entrer et trouver quelqu'un qui sait réagir immédiatement. Notre médiatrice sociale prendra en charge la formation sur le terrain. Les agents communaux de première ligne ainsi que tous les partenaires intégrant le réseau SafePlace seront formés pour garantir un dispositif fonctionnel et crédible.

Le bouton anti-harcèlement, inspiré de la zone de Gand, permet à certaines victimes particulièrement exposées d'alerter rapidement la police. Le partenariat "Appelle Alice", déjà actif dans la zone Montgomery, facilite le transport sécurisé des victimes de violences sexuelles vers le CPVS grâce à des taxis dont les chauffeurs sont formés à cette problématique. SafePlace et Appel Alice sont complémentaires : l'un offre un refuge immédiat, l'autre garantit l'intervention rapide.

Des maraudes régulières sont menées dans les rues et les transports en commun pour être visibles, rassurer, intervenir si nécessaire et parfois simplement écouter quelqu'un qui vient de traverser un moment compliqué.

Des actions de sensibilisation et de prévention

Une pièce de théâtre, "Les Maux Bleus", a été organisée avec les trois communes pour sensibiliser les professionnels et le public aux violences intrafamiliales. Le centre OLISTA (2024) renforce l'accompagnement des victimes grâce à une collaboration entre les différents services sociaux, judiciaires et policiers.

Un appel à projets a été introduit en août 2025 dans le cadre du programme Égalité des chances, organisé et subsidié par le Service Public Régional de Bruxelles, section Bruxelles Pouvoirs Locaux (BOS71433).

Une priorité réaffirmée

Depuis 2025, les auteurs de violences intrafamiliales et sexuelles sont systématiquement mis à la disposition du procureur. Cela renforce la rapidité de la réponse pénale et montre que cette thématique reste une priorité absolue pour l'ensemble des acteurs concernés.
Ce travail ne se limite pas au 25 novembre. Il se poursuit chaque jour, avec les maraudes, les partenariats, la prévention et les nouveaux dispositifs mis en place dans une perspective de long terme. Ceci étant, nous avons éclairé la façade du centre culturel en orange le 25 novembre aussi, comme chaque année, dans le cadre de l'opération « orange The world ».
CEFAS (Cellule de Prévention des conflits et violences intrafamiliales ou interpersonnelles)
Des psychologues proposent gratuitement aux habitants de Watermael-Boitsfort, Auderghem et Uccle ou dont les enfants y sont scolarisés :

- Des accompagnements individuels : conflits, violence, angoisse, stress, solitude, dépression, deuil
- Des accompagnements de familles, de couples qui vivent des situations de conflit ou de violence

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Didier Gosuin

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 28 novembre 2025

Le Secrétaire communal,

La Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM

Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad

Aanwezig Didier Gosuin, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Eloïse Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen, Michel Blampain, Philippe Adriaenssens, *Schepenen* ;
Jeannine Crucifix, Marc Vandame, Didier Molders, François Lebovy, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Valérie Glatigny, Martin Willemart, Emmanuelle Poznanski, Zora Molenberg Clerbaux, Mathieu Poma, Noémie Dekoninck, Valérie Locatelli, Valérie Lowagie, Alodie De Poorter, Laure Henvard, Ingrid Venier, Jean-François Noël, Alan Lenglet, Victor Kanyanzira, Edouard Brainis, *Gemeenteraadsleden* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd Elise Willame, Myriam Fobe, Gabriela Banu, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 27.11.25

#Onderwerp : Mondelinge vraag van mevrouw Zora Molenberg Clerbaux (Ecolo-Groen) over de uitbanning van geweld tegen vrouwen #

Openbare zitting

Secretariaat

Mijnheer de Voorzitter,
Mevrouw de Burgemeester,
Dames en Heren Schepenen,
Beste collega's,
Op 25 november wordt een belangrijke datum herdacht: het is de internationale dag voor de uitbanning van geweld tegen vrouwen. Het is tevens een gelegenheid voor de Gemeente om een overzicht te maken van de maatregelen die werden genomen om vrouwen te beschermen, en om zich te mobiliseren ter voorkoming van fysiek, psychologisch en seksueel geweld tegen hen.
In 2024 heeft de vereniging *Stop Féminicide* minstens 26 vrouwen geregistreerd die slachtoffer werden van feminicide in België. Elk van hen werd gedood door een naaste, in de overgrote meerderheid van de gevallen door hun (ex-)partner. In Brussel heeft één op drie vrouwen in haar leven geweld ondervonden van een intieme partner (Eurostat, 2021).
Ook in de openbare ruimte is de veiligheid van vrouwen niet gegarandeerd: 95 % van de vrouwen zegt zich soms onveilig te voelen op straat, en 83 % geeft aan al lastiggevallen te zijn op straat (*Touche Pas à Ma Pote*, 2023). Eén op drie vrouwen werd al gevolgd op straat in Brussel.
Al deze cijfers tonen de voortdurende onveiligheid waarin vrouwen zich kunnen bevinden. Het is noodzakelijk de maatregelen te richten op de preventie van dit geweld. Op gemeentelijk niveau kunnen bepaalde pistes worden overwogen om tegemoet te komen aan de vragen, de bevolking te sensibiliseren en de daders verantwoordelijk te stellen.
Mijn vragen zijn dan ook de volgende:

- Welke acties hebt u ondernomen om de internationale dag voor de uitbanning van geweld tegen vrouwen te markeren?
- Welke maatregelen neemt u om de veiligheid van vrouwen in de openbare ruimte én in de privésfeer te vergroten?

Ik dank u.
Zora Molenberg Clerbaux
Voor de Ecolo-Groen-fractie

- **Antwoord van mevrouw Sophie de Vos, burgemeester**

De bescherming van vrouwen die slachtoffer zijn van geweld versterken: een gecoördineerde actie politie-gemeente

In overeenstemming met het strafrechtelijk beleid van het Parket hebben onze politiezone en de gemeente al meerdere jaren een coherent geheel van acties ontwikkeld om vrouwen die slachtoffer zijn van geweld beter te beschermen, zowel in de openbare ruimte als binnen de partnerrelatie of de familie. Het doel is om situaties van geweld sneller op te sporen, nauwkeuriger te beoordelen en efficiënter aan te pakken.

Een duidelijk kader voor de identificatie en opvolging van geweldssituaties

De omzendbrieven van het parket (2006, 2020, 2021) begeleiden het politiewerk door te definiëren wat intrafamiliaal geweld is, door aan te geven hoe dossiers correct geregistreerd moeten worden en door uit te leggen hoe risico's moeten worden ingeschat. Een evaluatierooster helpt de politie om de context en de ernst van de feiten beter te begrijpen, zodat het parket snel en passend kan beslissen. Ongeveer twee maanden na de feiten wordt het dossier geactualiseerd om na te gaan of de situatie verbeterd of verslechterd is. De maatregel van het tijdelijk huisverbod maakt het mogelijk om de vermoedelijke dader onmiddellijk te verwijderen om het slachtoffer te beschermen en de spanningen te doen afnemen.

Een meer humane en beter gecoördineerde opvang van slachtoffers

De zone neemt actief deel aan het Zorgcentrum na Seksueel Geweld (ZSG). Meer dan 30 personeelsleden zorgen 24 uur op 24 voor gespecialiseerde begeleiding. Het EVA-beleid vormt een nieuwe toegangspoort voor slachtoffers, met de garantie van een rustig, respectvol onthaal en de mogelijkheid om online een afspraak te maken met opgeleid personeel. De dienst SAPV biedt onmiddellijke ondersteuning met een luisterend oor, advies, hulp bij administratieve stappen en doorverwijzing naar gespecialiseerde diensten. Het project Lawyer Victim Assistance (LVA) stelt slachtoffers in staat om gratis een eerste juridisch advies te krijgen van een advocaat die in deze materies is opgeleid.

Voor de privésfeer werkt de gemeente ook samen met Watermaal-Bosvoorde via CEFAS, een dienst die personen, koppels en gezinnen die geconfronteerd worden met conflicten of geweld gratis begeleidt. Praatgroepen over dominantie, geweld en moeilijke relaties vormen een echte ondersteuningsruimte, versterkt door de actieve aanwezigheid van onze sociale bemiddelaarster.

Concrete maatregelen om de veiligheid in de openbare ruimte en het openbaar vervoer te verbeteren

Verschillende partners werken samen om een globale aanpak te verzekeren: de politie, de MIVB, de diensten Preventie en de gemeente. Veel situaties van intimidatie of geweld doen zich voor op doorgangsplaatsen zoals metrostations, haltes, trams en bussen — plaatsen waar veel vrouwen zich niet veilig voelen.

Een enquête van de interne evaluator over straatintimidatie heeft mogelijk gemaakt om een sensibiliseringscampagne op te bouwen, aangevuld met theatervoorstellingen gespeeld door voormalige slachtoffers van partnergeweld. Resultaat: honderden gesensibiliseerde personen en een veel aandachtiger onthaal van klachten bij de lokale politie.

In 2026 wordt het project SafePlace gelanceerd, dat een echte stap vooruit betekent. Het doel is een netwerk van plaatsen te creëren waar een vrouw die zich gevolgd, bedreigd of gewoon ongemakkelijk voelt, kan binnengaan en iemand zal aantreffen die meteen op de juiste manier kan reageren. Onze sociale bemiddelaarster zal instaan voor de opleiding op het terrein. De gemeentelijke eerstelijnsmedewerkers en alle partners die deel uitmaken van het SafePlace-netwerk zullen worden opgeleid om een functioneel en geloofwaardig systeem te garanderen.

De anti-intimidatieknop, geïnspireerd op de zone Gent, laat bepaalde bijzonder kwetsbare slachtoffers toe om snel de politie te alarmeren. Het partnerschap "Appelle Alice", dat al actief is in de zone Montgomery, vergemakkelijkt het veilig vervoer van slachtoffers van seksueel geweld naar het ZSG dankzij taxi's waarvan de chauffeurs in deze problematiek zijn opgeleid. SafePlace en Appel Alice zijn complementair: het ene biedt een onmiddellijke schuilplaats, het andere verzekert een snelle tussenkomst.

Er worden regelmatig rondes uitgevoerd in de straten en het openbaar vervoer om zichtbaar te zijn, gerust te stellen, indien nodig in te grijpen, en soms gewoon te luisteren naar iemand die net een moeilijke situatie heeft meegemaakt.

Sensibiliserings- en preventieacties

Een toneelstuk, "Les Maux Bleus", werd georganiseerd met de drie gemeenten om professionelen en het publiek bewust te maken van intrafamiliaal geweld. Het centrum OLISTA (2024) versterkt de begeleiding

van slachtoffers dankzij een samenwerking tussen de verschillende sociale, gerechtelijke en politiediensten.
In augustus 2025 werd een projectoproep ingediend in het kader van het programma Gelijke Kansen, georganiseerd en gesubsidieerd door de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst, afdeling Brusselse Plaatselijke Besturen (BOS71433).

Een herbevestigde prioriteit

Sinds 2025 worden plegers van intrafamiliaal en seksueel geweld systematisch ter beschikking gesteld van de procureur. Dat versterkt de snelheid van de strafrechtelijke reactie en toont dat dit thema een absolute prioriteit blijft voor alle betrokken actoren.
Dit werk beperkt zich niet tot 25 november. Het wordt elke dag voortgezet, met rondes, partnerschappen, preventie en nieuwe maatregelen die op lange termijn worden ingevoerd. Toch hebben we op 25 november ook de gevel van het cultureel centrum oranje verlicht, zoals elk jaar, in het kader van de actie “Orange The World”.

CEFAS (Cel voor Preventie van conflicten en intrafamiliaal of interpersoonlijk geweld)

Psychologen bieden gratis ondersteuning aan inwoners van Watermaal-Bosvoorde, Oudergem en Ukkel, of aan personen van wie de kinderen daar naar school gaan:

- Individuele begeleiding: conflicten, geweld, angst, stress, eenzaamheid, depressie, rouw
- Begeleiding van gezinnen en koppels die met conflict- of geweldssituaties worden geconfronteerd

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Didier Gosuin

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 28 november 2025

De Gemeentesecretaris,

Etienne Schoonbroodt

De Burgemeester,

Sophie de Vos

RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE D'AUDERGHEM

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal

Présents Didier Gosuin, *Président* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Eloïse Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen, Michel Blampain, Philippe Adriaenssens, *Échevin·e·s* ;
Jeannine Crucifix, Marc Vandame, Didier Molders, François Lebovy, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Valérie Glatigny, Martin Willemart, Emmanuelle Poznanski, Zora Molenberg Clerbaux, Mathieu Poma, Noémie Dekoninck, Valérie Locatelli, Valérie Lowagie, Alodie De Poorter, Laure Henvard, Ingrid Venier, Jean-François Noël, Alan Lenglet, Victor Kanyanzira, Edouard Brainis, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal.*

Excusés Elise Willame, Myriam Fobe, Gabriela Banu, *Conseillers communaux*.

Séance du 27.11.25

#Objet : Question orale de Madame Zora Molenberg Clerbaux (Ecolo-Groen) sur le budget partagé #

Séance publique

Secrétariat

Monsieur le Président,
Madame la Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les Échevin·es,
Cher·es collègues,
Le dernier budget participatif remonte à 2023. À l'approche de la fin de l'année 2025, nous souhaiterions faire un point sur l'avancement des projets retenus lors de cette édition. Par ailleurs, nous aimerions connaître les perspectives concernant la poursuite du dispositif.
Mes questions sont donc les suivantes :

1. Quel est l'état d'avancement des projets issus du budget partagé 2023 ?
2. Quand est prévue la prochaine édition du budget partagé ?
3. Peut-on s'attendre à des évolutions ou ajustements par rapport à l'édition 2023 ?

Zora Molenberg Clerbaux
Pour le groupe Ecolo-Groen

- **Réponse de Madame Sophie de Vos, Bourgmestre :**

Merci madame la conseillère pour votre question.
Voici les infos qui datent de fin septembre. Ma coordinatrice est en congés annuels et je n'ai pas de tableau plus récent. Sur les 31 projets votés : 1 a été abandonné, 28 sont finis ou en cours de réalisation et 2 sont à réaliser.
La prochaine édition est prévue l'année prochaine. Nous finalisons le nouveau processus sur lequel nous avons travaillé cette année. Après le colloque de 2 jours organisé à Rouge-Cloître, les 2 journées complètes de « brainstorming » avec des membres de l'Assemblée des Habitants, des membres de l'administration, des experts et des conseillers communaux et enfin suite à la collaboration avec le Policy Lab de l'ULB, nous sommes pratiquement prêts à vous dévoiler le nouveau processus (qui n'inclut pas que le budget partagé).
J'ai d'ailleurs eu l'opportunité d'en parler quelque peu ce mois-ci lors d'un colloque organisé à Dudelange au Luxembourg en présence de représentants de villes de France, d'Allemagne, et du Luxembourg ; Auderghem étant un exemple de bonnes pratiques en la matière qui dépasse notre frontière.

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Didier Gosuin

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 28 novembre 2025

Le Secrétaire communal,

La Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM

Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad

Aanwezig Didier Gosuin, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Eloïse Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen, Michel Blampain, Philippe Adriaenssens, *Schepenen* ;
Jeannine Crucifix, Marc Vandame, Didier Molders, François Lebovy, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Valérie Glatigny, Martin Willemart, Emmanuelle Poznanski, Zora Molenberg Clerbaux, Mathieu Poma, Noémie Dekoninck, Valérie Locatelli, Valérie Lowagie, Alodie De Poorter, Laure Henvard, Ingrid Venier, Jean-François Noël, Alan Lenglet, Victor Kanyanzira, Edouard Brainis, *Gemeenteraadsleden* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd Elise Willame, Myriam Fobe, Gabriela Banu, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 27.11.25

#Onderwerp : Mondelinge vraag van mevrouw Zora Molenberg Clerbaux (Ecolo-Groen) over de gedeelde begroting

---

Openbare zitting

Secretariaat

Mijnheer de Voorzitter,
Mevrouw de Burgemeester,
Geachte Schepenen,
Beste collega's,
Het laatste participatieve budget dateert van 2023. Naarmate het einde van 2025 nadert, zouden wij graag een stand van zaken opmaken over de vooruitgang van de projecten die tijdens die editie werden geselecteerd. Daarnaast zouden wij graag de vooruitzichten kennen met betrekking tot de voortzetting van het systeem.
Mijn vragen zijn dan ook de volgende:

1. Wat is de stand van zaken van de projecten die voortkomen uit het participatieve budget 2023?
2. Wanneer is de volgende editie van het participatieve budget gepland?
3. Mag men evoluties of aanpassingen verwachten ten opzichte van de editie 2023?

Ik dank u.
Zora Molenberg Clerbaux
Voor de Ecolo-Groen-fractie

- **Antwoord van Mevrouw Sophie de Vos, Burgemeester :**

Dank u, mevrouw de gemeenteraadsleden, voor uw vraag.
Hierbij de informatie die dateert van eind september. Mijn coördinatrice is met jaarlijkse vakantie en ik beschik niet over een recenter overzicht. Van de 31 goedgekeurde projecten: 1 werd stopgezet, 28 zijn voltooid of in uitvoering en 2 moeten nog worden uitgevoerd.
De volgende editie is gepland voor volgend jaar. We ronden momenteel het nieuwe proces af waar we dit jaar aan gewerkt hebben. Na het tweedaagse colloquium dat plaatsvond in het Rood Klooster, de twee volledige dagen van brainstormen met leden van de Vergadering van Inwoners, leden van de administratie, experten en gemeenteraadsleden, en vervolgens de samenwerking met het Policy Lab van de ULB, zijn we bijna klaar om u het nieuwe proces voor te stellen (dat meer omvat dan enkel het gedeeld budget).

Ik heb trouwens de gelegenheid gehad om dit deze maand al even toe te lichten tijdens een colloquium in Dudelange in Luxemburg, in aanwezigheid van vertegenwoordigers van steden uit Frankrijk, Duitsland en Luxemburg; Oudergem wordt namelijk beschouwd als een voorbeeld van goede praktijken op dit vlak, dat zelfs buiten onze grenzen weerklank vindt.

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Didier Gosuin

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 28 november 2025

De Gemeentesecretaris,

Etienne Schoonbroodt

De Burgemeester,

Sophie de Vos

RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE D'AUDERGHEM

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal

Présents Didier Gosuin, *Président* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Eloïse Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen, Michel Blampain, Philippe Adriaenssens, *Échevin·e·s* ;
Jeannine Crucifix, Marc Vandame, Didier Molders, François Lebovy, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Valérie Glatigny, Martin Willemart, Emmanuelle Poznanski, Zora Molenberg Clerbaux, Mathieu Poma, Noémie Dekoninck, Valérie Locatelli, Valérie Lowagie, Alodie De Poorter, Laure Henvard, Ingrid Venier, Jean-François Noël, Alan Lenglet, Victor Kanyanzira, Edouard Brainis, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal.*

Excusés Elise Willame, Myriam Fobe, Gabriela Banu, *Conseillers communaux*.

Séance du 27.11.25

#Objet : Question orale de Madame Noémie Dekoninck (Ecolo-Groen) sur la gratuité scolaire #

Séance publique

Secrétariat

Monsieur le Président,
Madame la Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les Échevin•es,
Cher•es collègues,
La question de la gratuité des fournitures scolaires revient aujourd'hui au premier plan avec les annonces successives du gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Après avoir envisagé la suppression des fournitures gratuites pour les enfants de 1re à 3e primaire, puis la limitation de celles-ci aux élèves considérés comme « en ayant le plus besoin », le gouvernement affirme désormais vouloir garantir la gratuité pour tous les enfants jusqu'en 6e primaire. Cependant, cette extension s'accompagne d'une réduction drastique du budget par élève, divisé par trois selon les informations publiées.
Les écoles seraient donc invitées à fournir le même matériel à tous les élèves, tout en disposant de moyens nettement insuffisants. Ce paradoxe fait peser un risque réel sur l'équité entre familles, ainsi que sur le fonctionnement quotidien des équipes pédagogiques. Dans une commune comme Auderghem, où la mixité sociale est importante, un système fondé sur l'identification des familles précarisées ou sur l'autofinancement partiel par les parents créerait inévitablement des situations stigmatisantes. Les écoles elles-mêmes, déjà soumises à des dotations non indexées, ne disposent pas de marges suffisantes pour absorber cette charge nouvelle.
Cette problématique touche également notre Académie, dont l'accessibilité dépend en grande partie du maintien d'une politique de gratuité cohérente. Alors même que les activités culturelles et artistiques sont déjà difficiles à financer pour une majorité de familles, toute augmentation de frais serait contraire à l'objectif d'égalité d'accès.
Mes questions sont donc les suivantes :

1. Pouvez-vous nous indiquer le coût approximatif des fournitures scolaires par enfant, tel que pris en charge jusqu'ici par la Fédération Wallonie-Bruxelles, et ce que représenterait la réduction annoncée du budget?
2. Le Collège est-il disposé à étudier la possibilité de maintenir une gratuité réelle des fournitures dans nos écoles communales, notamment en prévoyant une éventuelle prise en charge financière au niveau communal?
3. Quelles mesures pourraient être envisagées pour garantir le maintien de l'accessibilité gratuite de

notre Académie à toutes les familles de la commune?

Je vous remercie
Noémie Dekoninck
Pour le groupe Ecolo-Groen

- **Réponse de Madame Stéphanie Paulissen, Échevine**

Mesdames les conseillères
Chers collègues,
Je vous remercie pour vos questions, qui portent sur un enjeu crucial : garantir une gratuité scolaire réelle et soutenable, sans fragiliser nos écoles ni faire peser de charges supplémentaires sur les familles et garantir un accès aux académies dès le plus jeune âge.
En ce qui concerne la gratuité scolaire
Cette réforme, si elle est confirmée en l'état, se traduira par une baisse très importante de financement. Le Gouvernement prévoit une extension de la gratuité à l'ensemble du primaire, mais en abaissant fortement les moyens financiers disponibles.
A l'heure actuelle, la subvention annuelle indexée accordée par élève est de 75,10 € en maternelle, 79,43 € en primaire. Selon les dernières informations dont nous disposons — et qui, je le rappelle, n'ont été communiquées à ce stade que par voie de presse — ces montants chuteraient à 20,46 € par élève en maternelle, 24,52 € par élève en primaire à partir de l'année scolaire 2026-2027.
Pour nos quatre écoles fondamentales, cela signifierait que la subvention « gratuité » passerait de 67.168 € en 2025-2026 à 28.260,58 € en 2026-2027, soit une perte de financement de 38.907,42 €.
Parallèlement, le coût total réel des fournitures scolaires pour l'ensemble des élèves de nos quatre écoles est estimé à 63.165 €.
La position de la Commune est claire : nous ne voulons pas que cette réduction soit répercutée sur les familles, ni que nos directions d'école soient contraintes de réduire la qualité ou la quantité des fournitures de base. C'est pourquoi le Pouvoir Organisateur entend compenser la perte de subvention sur fonds propres. La Commune prendra ses responsabilités pour préserver la gratuité et l'équité dans nos écoles.
Cette intervention représenterait, sur base des chiffres que je viens d'évoquer, un montant de 36.635 € à charge du budget communal.
Il s'agit d'un effort important, mais que nous estimons nécessaire pour préserver une égalité d'accès aux apprentissages, et éviter toute forme de pression financière — directe ou indirecte — pour les parents.
À ce jour, nous n'avons pas d'informations officielles plus détaillées que celles diffusées par voie de presse, mais les nouvelles mesures devraient entrer en vigueur à la rentrée d'août 2026.
Selon les indications de la Ministre, la subvention de la FWB devrait financer l'achat de fournitures pour tous les élèves, et pas uniquement en fonction des revenus des parents et donc un financement destiné à l'achat de fournitures pour l'ensemble des élèves, sans distinction.
Nous restons évidemment en attente d'instructions claires, indispensables pour préparer correctement la rentrée 2026.
Nous pouvons d'ores et déjà vous assurer que nous ne laisserons pas les écoles supporter seules les conséquences d'un financement insuffisant et nous resterons vigilants et proactifs. Nous n'hésitons pas à alerter les autorités et instances supérieures lorsque nous l'estimons nécessaire.
En ce qui concerne les inscriptions des moins de 12 ans au sein des académies, je ne vous cache pas mon inquiétude.
L'ESHAR (Enseignement Secondaire Artistique à Horaire Réduit) c'est 111 académies avec 755 implantations sur tout le territoire, dont la majorité sont intégrées au sein des écoles fondamentales dont le public est par essence de moins de 12 ans. Ces implantations constituent un réseau local d'accès à l'art non négligeable, permettant à des enfants et adolescents de bénéficier d'une formation artistique de qualité, près de chez eux.
Les mesures envisagées au niveau de la Fédération, si elles aboutissent à une suppression ou une forte réduction de la gratuité, auront des conséquences très sérieuses :

- une diminution pure et simple de la qualité de l'enseignement artistique,
- la fermeture d'implantations ou d'académies qui créerait une double discrimination à la fois

géographique et à la fois financière, car des droits d'inscription proches de 100 euros constituent un frein réel pour de nombreuses familles
- une diminution de l'offre culturelle avec des pertes d'emploi

Ce ne sont pas seulement des chiffres : c'est une perte de compétences, une perte de présence artistique sur le terrain, et un recul majeur de l'accès démocratique à la culture.
La direction de notre Académie, en concertation avec l'ensemble des 111 académies, a présenté à la Ministre un projet de budget, conciliant les objectifs d'économies de la FWB et le maintien d'un ESHAR de qualité, accessible et viable.
Nous espérons que la Ministre et son cabinet s'inspireront largement de cette proposition raisonnable, afin de préserver l'égalité d'accès, la qualité de l'enseignement et la présence culturelle sur l'ensemble du territoire.
Je vous remercie.

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Didier Gosuin

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 28 novembre 2025

Le Secrétaire communal,

La Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM

Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad

Aanwezig Didier Gosuin, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Eloïse Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen, Michel Blampain, Philippe Adriaenssens, *Schepenen* ;
Jeannine Crucifix, Marc Vandame, Didier Molders, François Lebovy, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Valérie Glatigny, Martin Willemart, Emmanuelle Poznanski, Zora Molenberg Clerbaux, Mathieu Poma, Noémie Dekoninck, Valérie Locatelli, Valérie Lowagie, Alodie De Poorter, Laure Henvard, Ingrid Venier, Jean-François Noël, Alan Lenglet, Victor Kanyanzira, Edouard Brainis, *Gemeenteraadsleden* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd Elise Willame, Myriam Fobe, Gabriela Banu, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 27.11.25

#Onderwerp : Mondelinge vraag van Mevrouw Noémie Dekoninck (Ecolo-Groen) over de kosteloosheid van het onderwijs

---

Openbare zitting

Secretariaat

Mijnheer de Voorzitter,
Mevrouw de Burgemeester,
Geachte Schepenen,
Beste collega's,
De kwestie van de kosteloosheid van schoolmateriaal komt vandaag opnieuw op de voorgrond met de opeenvolgende aankondigingen van de regering van de Federatie Wallonië-Brussel. Nadat eerst werd overwogen om de gratis schoolbenodigdheden voor kinderen van het 1ste tot het 3de leerjaar af te schaffen, en vervolgens om deze te beperken tot de leerlingen die als "het meest behoeftig" worden beschouwd, verklaart de regering nu de kosteloosheid voor alle kinderen tot en met het 6de leerjaar te willen garanderen. Deze uitbreiding gaat echter gepaard met een drastische vermindering van het budget per leerling, dat volgens de gepubliceerde informatie door drie wordt gedeeld.
De scholen zouden dus worden uitgenodigd om hetzelfde materiaal aan alle leerlingen te verstrekken, terwijl zij over duidelijk ontoereikende middelen beschikken. Dit paradoxale gegeven brengt een reëel risico mee voor de gelijkheid tussen gezinnen, evenals voor het dagelijkse functioneren van de pedagogische teams. In een gemeente zoals Oudergem, waar sociale mixiteit belangrijk is, zou een systeem dat gebaseerd is op de identificatie van kansarme gezinnen of op gedeeltelijke zelffinanciering door de ouders onvermijdelijk stigmatiserende situaties creëren. De scholen zelf, die reeds onderworpen zijn aan niet-geïndexeerde dotaties, beschikken niet over voldoende marge om deze nieuwe last op te vangen.
Dit probleem raakt ook onze Academie, waarvan de toegankelijkheid in grote mate afhangt van het behoud van een coherent beleid inzake kosteloosheid. Terwijl culturele en artistieke activiteiten nu al moeilijk te financieren zijn voor een meerderheid van de gezinnen, zou elke verhoging van de kosten indruisen tegen het doel van gelijke toegang.
Mijn vragen zijn dan ook de volgende:

1. Kunt u ons het geschatte kostprijsbedrag van de schoolbenodigdheden per kind meedelen, zoals dit tot nu toe werd gedragen door de Federatie Wallonië-Brussel, en wat de aangekondigde vermindering van het budget zou betekenen?
2. Is het College bereid de mogelijkheid te onderzoeken om een daadwerkelijke kosteloosheid van het schoolmateriaal in onze gemeentelijke scholen te behouden, onder meer door een eventuele financiële

tussenkomst op gemeentelijk niveau te voorzien?

3. Welke maatregelen zouden kunnen worden overwogen om de gratis toegankelijkheid van onze Academie voor alle gezinnen van de gemeente te waarborgen?

Ik dank u.
Noémie Dekoninck
Voor de Ecolo-Groen-fractie

- **Antwoord van Mevrouw Stéphanie Paulissen, Schepen**

Mevrouw de Raadslid,
Beste collega's,
Ik dank u voor uw vragen, die een cruciale kwestie raken: het garanderen van een echte en duurzame schoolvrijheid, zonder onze scholen te verzwakken of extra lasten op de gezinnen te leggen, en het waarborgen van toegang tot de academies vanaf de jongste leeftijd.
Wat betreft de schoolvrijheid
Indien deze hervorming in de huidige vorm wordt bevestigd, zal dit leiden tot een zeer belangrijke vermindering van de financiering. De Regering voorziet in een uitbreiding van de schoolvrijheid naar alle basis- en kleuteronderwijs, maar verlaagt daarbij sterk de beschikbare financiële middelen.
Op dit moment bedraagt de jaarlijkse geïndexeerde subsidie per leerling €75,10 voor kleuters en €79,43 voor lager onderwijs. Volgens de laatste beschikbare informatie — die, ik herinner eraan, tot nu toe enkel via de pers werd gecommuniceerd — zouden deze bedragen dalen tot €20,46 per kleuter en €24,52 per lagereschoolleerling vanaf het schooljaar 2026-2027.
Voor onze vier basisscholen zou dit betekenen dat de subsidie "vrijheid" daalt van €67.168 in 2025-2026 naar €28.260,58 in 2026-2027, een verlies van €38.907,42.
Tegelijkertijd wordt de totale reële kost van schoolmateriaal voor alle leerlingen van onze vier scholen geschat op €63.165.
De positie van de Gemeente is duidelijk: wij willen niet dat deze vermindering wordt doorgegeven aan de gezinnen, noch dat onze schooldirecties gedwongen worden de kwaliteit of kwantiteit van het basismateriaal te verminderen. Daarom is het Organiserend Bestuur bereid het subsidieverlies te compenseren uit eigen middelen. De Gemeente zal haar verantwoordelijkheid opnemen om de schoolvrijheid en gelijkheid in onze scholen te bewaren.
Op basis van de cijfers die ik zojuist aanhaalde, zou deze tussenkomst €36.635 kosten voor het gemeentebudget.
Het is een belangrijke inspanning, maar we achten ze noodzakelijk om gelijke toegang tot onderwijs te behouden en elke vorm van financiële druk — direct of indirect — op de ouders te vermijden.
Tot op heden hebben we geen officiële, gedetailleerdere informatie dan die via de pers werd verspreid, maar de nieuwe maatregelen zouden van kracht worden vanaf de start van het schooljaar augustus 2026.
Volgens de aanwijzingen van de Minister zou de subsidie van de W-BV de aankoop van schoolmateriaal voor alle leerlingen financieren, en niet enkel op basis van het inkomen van de ouders. Met andere woorden: een financiering voor schoolmateriaal voor alle leerlingen, zonder onderscheid.
We wachten uiteraard op duidelijke instructies, essentieel om de start van 2026 correct voor te bereiden.
We kunnen u nu al verzekeren dat we de scholen niet alleen de gevolgen van een onvoldoende financiering zullen laten dragen, en we blijven waakzaam en proactief. We schromen niet om de hogere instanties en autoriteiten te waarschuwen wanneer wij dat nodig achten.
Wat betreft de inschrijvingen van kinderen jonger dan 12 jaar in de academies: ik verberg mijn bezorgdheid niet.
Het ESHAR (Enseignement Secondaire Artistique à Horaire Réduit) omvat 111 academies met 755 vestigingen over het hele grondgebied, waarvan de meerderheid geïntegreerd is in basisscholen, met een publiek dat per definitie jonger is dan 12 jaar. Deze vestigingen vormen een belangrijk lokaal netwerk van toegang tot kunst, waardoor kinderen en jongeren in de buurt een kwalitatieve artistieke opleiding kunnen volgen.
De maatregelen die op Federaal niveau worden overwogen, indien ze leiden tot afschaffing of sterke vermindering van de schoolvrijheid, zouden zeer ernstige gevolgen hebben:

- een reductie van de kwaliteit van het kunstonderwijs,
- sluiting van vestigingen of academies, wat een dubbele discriminatie veroorzaakt, zowel geografisch als financieel, omdat inschrijvingsgelden van bijna €100 een reële drempel vormen voor veel gezinnen,
- vermindering van het cultureel aanbod met verlies van banen.

Dit zijn niet louter cijfers: het betekent een verlies van competenties, afname van artistieke aanwezigheid op het terrein, en een grote achteruitgang van democratische toegang tot cultuur.
De directie van onze Academie heeft, in overleg met alle 111 academies, een budgetvoorstel aan de Minister voorgelegd, dat de doelstellingen van de W-BV inzake besparingen combineert met het behoud van een kwalitatief, toegankelijk en haalbaar ESHAR.
We hopen dat de Minister en haar kabinet zich ruim zullen laten inspireren door dit redelijke voorstel, om gelijke toegang, de kwaliteit van het onderwijs en culturele aanwezigheid over het hele grondgebied te behouden.
Ik dank u.

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Didier Gosuin

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 28 november 2025

De Gemeentesecretaris,

Etienne Schoonbroodt

De Burgemeester,

Sophie de Vos

RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE D'AUDERGHEM

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal

Présents Didier Gosuin, *Président* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Eloïse Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen, Michel Blampain, Philippe Adriaenssens, *Échevin·e·s* ;
Jeannine Crucifix, Marc Vandame, Didier Molders, François Lebovy, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Valérie Glatigny, Martin Willemart, Emmanuelle Poznanski, Zora Molenberg Clerbaux, Mathieu Poma, Noémie Dekoninck, Valérie Locatelli, Valérie Lowagie, Alodie De Poorter, Laure Henvard, Ingrid Venier, Jean-François Noël, Alan Lenglet, Victor Kanyanzira, Edouard Brainis, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal.*

Excusés Elise Willame, Myriam Fobe, Gabriela Banu, *Conseillers communaux*.

Séance du 27.11.25

#Objet : Question orale de Monsieur Victor Kanyanzira (PS) : Gratuité scolaire #

Séance publique

Secrétariat

Madame la Bourgmestre,
Monsieur le Président,
Mesdames et messieurs les échevins,
Chers collègues,
La ministre de l'Éducation, Madame Valérie Glatigny, a annoncé récemment que la gratuité des fournitures scolaires serait étendue jusqu'en 6e primaire dès la rentrée prochaine.
Sur le principe, cette décision semble positive : elle s'inscrit dans le prolongement des avancées déjà effectuées ces dernières années par l'ancienne Ministre Madame Caroline Désir, la gratuité étant une mesure qui contribue réellement à lutter contre les inégalités.
Mais dans les faits, le dispositif proposé pose aujourd'hui plus de questions qu'il n'apporte de garanties.
D'une part, cette extension s'accompagne d'une réduction budgétaire drastique alors même que la mesure s'élargit à l'ensemble du primaire.
D'autre part, le dispositif reste entouré d'un flou important sur sa mise en œuvre : nous ne savons toujours pas comment les écoles devront appliquer cette gratuité, quels enfants en bénéficieront exactement — tous ou seulement les plus précaires — ni selon quels critères ou processus. Les organisations de terrain — dont la Ligue des familles — ont alerté publiquement sur la difficulté pour les écoles d'appliquer cette mesure avec le budget alloué, qui pourrait même entraîner une hausse des frais réels à charge des parents, faute de financement suffisant.
Comment la Commune d'Auderghem entend-elle accompagner cette mesure dans ses écoles communales, étant donné que les subsides alloués aux fournitures seront réduits ?
Allez-vous prendre des mesures pour éviter que cette réduction budgétaire ne pèse sur nos écoles ?
Avez-vous reçu des informations claires de la part de la Ministre ou de son cabinet sur les critères d'attribution, la procédure à suivre, et le calendrier exact de mise en œuvre ?
Enfin, compte tenu du manque de clarté et des inquiétudes relevées par la Ligue des familles, êtes-vous prêt à défendre à la fois la continuité et la qualité de la gratuité dans nos écoles, et à alerter le gouvernement de la FWB si cela devait compromettre la mission d'égalité d'accès pour tous les élèves ?
Je vous remercie
Victor Kanyanzira

- **Réponse de Madame Stéphanie Paulissen, Échevine**

Mesdames les conseillères
Chers collègues,
Je vous remercie pour vos questions, qui portent sur un enjeu crucial : garantir une gratuité scolaire réelle et soutenable, sans fragiliser nos écoles ni faire peser de charges supplémentaires sur les familles et garantir un accès aux académies dès le plus jeune âge.
En ce qui concerne la gratuité scolaire
Cette réforme, si elle est confirmée en l'état, se traduira par une baisse très importante de financement. Le Gouvernement prévoit une extension de la gratuité à l'ensemble du primaire, mais en abaissant fortement les moyens financiers disponibles.
A l'heure actuelle, la subvention annuelle indexée accordée par élève est de 75,10 € en maternelle, 79,43 € en primaire. Selon les dernières informations dont nous disposons — et qui, je le rappelle, n'ont été communiquées à ce stade que par voie de presse — ces montants chuteraient à 20,46 € par élève en maternelle, 24,52 € par élève en primaire à partir de l'année scolaire 2026-2027.
Pour nos quatre écoles fondamentales, cela signifierait que la subvention « gratuité » passerait de 67.168 € en 2025-2026 à 28.260,58 € en 2026-2027, soit une perte de financement de 38.907,42 €.
Parallèlement, le coût total réel des fournitures scolaires pour l'ensemble des élèves de nos quatre écoles est estimé à 63.165 €.
La position de la Commune est claire : nous ne voulons pas que cette réduction soit répercutée sur les familles, ni que nos directions d'école soient contraintes de réduire la qualité ou la quantité des fournitures de base. C'est pourquoi le Pouvoir Organisateur entend compenser la perte de subvention sur fonds propres. La Commune prendra ses responsabilités pour préserver la gratuité et l'équité dans nos écoles.
Cette intervention représenterait, sur base des chiffres que je viens d'évoquer, un montant de 36.635 € à charge du budget communal.
Il s'agit d'un effort important, mais que nous estimons nécessaire pour préserver une égalité d'accès aux apprentissages, et éviter toute forme de pression financière — directe ou indirecte — pour les parents.
À ce jour, nous n'avons pas d'informations officielles plus détaillées que celles diffusées par voie de presse, mais les nouvelles mesures devraient entrer en vigueur à la rentrée d'août 2026.
Selon les indications de la Ministre, la subvention de la FWB devrait financer l'achat de fournitures pour tous les élèves, et pas uniquement en fonction des revenus des parents et donc un financement destiné à l'achat de fournitures pour l'ensemble des élèves, sans distinction.
Nous restons évidemment en attente d'instructions claires, indispensables pour préparer correctement la rentrée 2026.
Nous pouvons d'ores et déjà vous assurer que nous ne laisserons pas les écoles supporter seules les conséquences d'un financement insuffisant et nous resterons vigilants et proactifs. Nous n'hésitons pas à alerter les autorités et instances supérieures lorsque nous l'estimons nécessaire.
En ce qui concerne les inscriptions des moins de 12 ans au sein des académies, je ne vous cache pas mon inquiétude.
L'ESHAR (Enseignement Secondaire Artistique à Horaire Réduit) c'est 111 académies avec 755 implantations sur tout le territoire, dont la majorité sont intégrées au sein des écoles fondamentales dont le public est par essence de moins de 12 ans. Ces implantations constituent un réseau local d'accès à l'art non négligeable, permettant à des enfants et adolescents de bénéficier d'une formation artistique de qualité, près de chez eux.
Les mesures envisagées au niveau de la Fédération, si elles aboutissent à une suppression ou une forte réduction de la gratuité, auront des conséquences très sérieuses :

- une diminution pure et simple de la qualité de l'enseignement artistique,
- la fermeture d'implantations ou d'académies qui créerait une double discrimination à la fois géographique et à la fois financière, car des droits d'inscription proches de 100 euros constituent un frein réel pour de nombreuses familles
- une diminution de l'offre culturelle avec des pertes d'emploi

Ce ne sont pas seulement des chiffres : c'est une perte de compétences, une perte de présence artistique sur le terrain, et un recul majeur de l'accès démocratique à la culture.
La direction de notre Académie, en concertation avec l'ensemble des 111 académies, a présenté à la Ministre un projet de budget, conciliant les objectifs d'économies de la FWB et le maintien d'un ESHAR de qualité,

accessible et viable.
Nous espérons que la Ministre et son cabinet s'inspireront largement de cette proposition raisonnable, afin de préserver l'égalité d'accès, la qualité de l'enseignement et la présence culturelle sur l'ensemble du territoire.
Je vous remercie.

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Didier Gosuin

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 28 novembre 2025

Le Secrétaire communal,

La Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM

Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad

Aanwezig Didier Gosuin, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Eloïse Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen, Michel Blampain, Philippe Adriaenssens, *Schepenen* ;
Jeannine Crucifix, Marc Vandame, Didier Molders, François Lebovy, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Valérie Glatigny, Martin Willemart, Emmanuelle Poznanski, Zora Molenberg Clerbaux, Mathieu Poma, Noémie Dekoninck, Valérie Locatelli, Valérie Lowagie, Alodie De Poorter, Laure Henvard, Ingrid Venier, Jean-François Noël, Alan Lenglet, Victor Kanyanzira, Edouard Brainis, *Gemeenteraadsleden* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd Elise Willame, Myriam Fobe, Gabriela Banu, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 27.11.25

#Onderwerp : Mondelinge vraag van de heer Victor Kanyanzira (PS): Schoolse kosteloosheid

---

Openbare zitting

Secretariaat

Mevrouw de Burgemeester,
Mijnheer de Voorzitter,
Dames en heren schepenen,
Beste collega's,
De Minister van Onderwijs, Mevrouw Valérie Glatigny, heeft onlangs aangekondigd dat de kosteloosheid van schoolmateriaal vanaf volgend schooljaar zal worden uitgebreid tot en met het 6e leerjaar van het lager onderwijs. In principe lijkt deze beslissing positief: zij sluit aan bij de vooruitgang die de voorbije jaren reeds werd geboekt door de voormalige minister, Mw Caroline Désir, aangezien kosteloosheid een maatregel is die daadwerkelijk bijdraagt tot de bestrijding van ongelijkheid.
Maar in de praktijk roept het voorgestelde systeem vandaag meer vragen op dan het garanties biedt.
Enerzijds gaat deze uitbreiding gepaard met een drastische budgetvermindering, terwijl de maatregel net wordt uitgebreid naar het volledige lager onderwijs.
Anderzijds blijft het systeem omgeven door een grote onduidelijkheid over de uitvoering: we weten nog steeds niet hoe de scholen deze kosteloosheid moeten toepassen, welke kinderen er precies van zullen genieten — allemaal of enkel de meest kwetsbaren — noch volgens welke criteria of procedures. De organisaties op het terrein — waaronder de Gezinsbond — hebben publiek gewaarschuwd voor de moeilijkheid voor de scholen om deze maatregel toe te passen met het toegewezen budget, dat zelfs zou kunnen leiden tot een verhoging van de werkelijke kosten ten laste van de ouders, bij gebrek aan voldoende financiering.
Hoe wil de Gemeente Oudergem deze maatregel in haar gemeentelijke scholen begeleiden, gezien de subsidies voor schoolmateriaal zullen worden verminderd?
Zal u maatregelen nemen om te vermijden dat deze budgetvermindering ten laste komt van onze scholen?
Heeft u duidelijke informatie ontvangen van de Minister of haar kabinet over de toekenningscriteria, de te volgen procedure en de exacte kalender van de uitvoering?
Ten slotte, gelet op het gebrek aan duidelijkheid en de bezorgdheden die door de Gezinsbond werden geuit, bent u bereid zowel de continuïteit als de kwaliteit van de kosteloosheid in onze scholen te verdedigen, en de regering van de Franse Gemeenschap te waarschuwen indien dit de opdracht van gelijke toegang voor alle leerlingen zou in het gedrang brengen?
Ik dank u,

Victor Kanyanzira

- **Antwoord van Mevrouw Stéphanie Paulissen, Schepen**

Mevrouw de Raadslid,
Beste collega's,
Ik dank u voor uw vragen, die een cruciale kwestie raken: het garanderen van een echte en duurzame schoolvrijheid, zonder onze scholen te verzwakken of extra lasten op de gezinnen te leggen, en het waarborgen van toegang tot de academies vanaf de jongste leeftijd.
Wat betreft de schoolvrijheid
Indien deze hervorming in de huidige vorm wordt bevestigd, zal dit leiden tot een zeer belangrijke vermindering van de financiering. De Regering voorziet in een uitbreiding van de schoolvrijheid naar alle basis- en kleuteronderwijs, maar verlaagt daarbij sterk de beschikbare financiële middelen.
Op dit moment bedraagt de jaarlijkse geïndexeerde subsidie per leerling €75,10 voor kleuters en €79,43 voor lager onderwijs. Volgens de laatste beschikbare informatie — die, ik herinner eraan, tot nu toe enkel via de pers werd gecommuniceerd — zouden deze bedragen dalen tot €20,46 per kleuter en €24,52 per lagereschoolleerling vanaf het schooljaar 2026-2027.
Voor onze vier basisscholen zou dit betekenen dat de subsidie "vrijheid" daalt van €67.168 in 2025-2026 naar €28.260,58 in 2026-2027, een verlies van €38.907,42.
Tegelijkertijd wordt de totale reële kost van schoolmateriaal voor alle leerlingen van onze vier scholen geschat op €63.165.
De positie van de Gemeente is duidelijk: wij willen niet dat deze vermindering wordt doorgegeven aan de gezinnen, noch dat onze schooldirecties gedwongen worden de kwaliteit of kwantiteit van het basismateriaal te verminderen. Daarom is het Organiserend Bestuur bereid het subsidieverlies te compenseren uit eigen middelen. De Gemeente zal haar verantwoordelijkheid opnemen om de schoolvrijheid en gelijkheid in onze scholen te bewaren.
Op basis van de cijfers die ik zojuist aanhaalde, zou deze tussenkomst €36.635 kosten voor het gemeentebudget.
Het is een belangrijke inspanning, maar we achten ze noodzakelijk om gelijke toegang tot onderwijs te behouden en elke vorm van financiële druk — direct of indirect — op de ouders te vermijden.
Tot op heden hebben we geen officiële, gedetailleerdere informatie dan die via de pers werd verspreid, maar de nieuwe maatregelen zouden van kracht worden vanaf de start van het schooljaar augustus 2026.
Volgens de aanwijzingen van de Minister zou de subsidie van de W-BV de aankoop van schoolmateriaal voor alle leerlingen financieren, en niet enkel op basis van het inkomen van de ouders. Met andere woorden: een financiering voor schoolmateriaal voor alle leerlingen, zonder onderscheid.
We wachten uiteraard op duidelijke instructies, essentieel om de start van 2026 correct voor te bereiden.
We kunnen u nu al verzekeren dat we de scholen niet alleen de gevolgen van een onvoldoende financiering zullen laten dragen, en we blijven waakzaam en proactief. We schromen niet om de hogere instanties en autoriteiten te waarschuwen wanneer wij dat nodig achten.
Wat betreft de inschrijvingen van kinderen jonger dan 12 jaar in de academies: ik verberg mijn bezorgdheid niet.
Het ESHAR (Enseignement Secondaire Artistique à Horaire Réduit) omvat 111 academies met 755 vestigingen over het hele grondgebied, waarvan de meerderheid geïntegreerd is in basisscholen, met een publiek dat per definitie jonger is dan 12 jaar. Deze vestigingen vormen een belangrijk lokaal netwerk van toegang tot kunst, waardoor kinderen en jongeren in de buurt een kwalitatieve artistieke opleiding kunnen volgen.
De maatregelen die op Federaal niveau worden overwogen, indien ze leiden tot afschaffing of sterke vermindering van de schoolvrijheid, zouden zeer ernstige gevolgen hebben:

- een reductie van de kwaliteit van het kunstonderwijs,
- sluiting van vestigingen of academies, wat een dubbele discriminatie veroorzaakt, zowel geografisch als financieel, omdat inschrijvingsgelden van bijna €100 een reële drempel vormen voor veel gezinnen,
- vermindering van het cultureel aanbod met verlies van banen.

Dit zijn niet louter cijfers: het betekent een verlies van competenties, afname van artistieke aanwezigheid op het terrein, en een grote achteruitgang van democratische toegang tot cultuur.
De directie van onze Academie heeft, in overleg met alle 111 academies, een budgetvoorstel aan de Minister voorgelegd, dat de doelstellingen van de W-BV inzake besparingen combineert met het behoud van een kwalitatief, toegankelijk en haalbaar ESHAR.
We hopen dat de Minister en haar kabinet zich ruim zullen laten inspireren door dit redelijke voorstel, om gelijke toegang, de kwaliteit van het onderwijs en culturele aanwezigheid over het hele grondgebied te behouden.
Ik dank u.

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Didier Gosuin

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 28 november 2025

De Gemeentesecretaris,

Etienne Schoonbroodt

De Burgemeester,

Sophie de Vos

RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE D'AUDERGHEM

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal

Présents Didier Gosuin, *Président* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Eloïse Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen, Michel Blampain, Philippe Adriaenssens, *Échevin·e·s* ;
Jeannine Crucifix, Marc Vandame, Didier Molders, François Lebovy, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Valérie Glatigny, Martin Willemart, Emmanuelle Poznanski, Zora Molenberg Clerbaux, Mathieu Poma, Noémie Dekoninck, Valérie Locatelli, Valérie Lowagie, Alodie De Poorter, Laure Henvard, Ingrid Venier, Jean-François Noël, Alan Lenglet, Victor Kanyanzira, Edouard Brainis, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal.*

Excusés Elise Willame, Myriam Fobe, Gabriela Banu, *Conseillers communaux*.

Séance du 27.11.25

#Objet : Question orale de Madame Emmanuelle Poznanski (PS) : Circulation aux abords du square du Sacré Coeur #

Séance publique

Secrétariat

Madame la Bourgmestre,
Monsieur le Président,
Mesdames et messieurs les échevins,
Chers collègues,
Les récents aménagements du square du Sacré-Cœur constituent un véritable atout pour le quartier. Ils devaient favoriser une circulation plus apaisée grâce à l'installation de dos d'âne et à l'élargissement des trottoirs. Cependant, depuis la réouverture du square à la circulation, plusieurs accidents se sont déjà produits, toujours au même endroit : juste devant la boulangerie. Ces incidents surviennent à l'angle formé par la rue Jean Van Horenbeeck et l'avenue Charles Schaller, plus précisément lorsque les véhicules venant de la rue Van Horenbeeck tournent à droite pour s'engager sur l'avenue Schaller. Si l'aménagement a été conçu pour sécuriser les piétons, la largeur importante du trottoir à cet endroit réduit la visibilité dans le virage, ce qui rend ce carrefour particulièrement accidentogène.
Mes questions sont les suivantes :

1. Le Collège communal a-t-il identifié le carrefour du square du Sacré-Cœur comme un point accidentogène depuis la réouverture à la circulation ?
2. Un relevé des accidents a-t-il été réalisé à cet endroit ? Si oui, quels en sont les constats ?
3. Existe-t-il un plan de suivi post-travaux pour évaluer l'impact des nouveaux aménagements sur la sécurité des usagers (piétons, cyclistes, automobilistes) ?
4. Le Collège envisage-t-il d'installer une signalisation renforcée ou un marquage au sol pour améliorer la visibilité dans le virage ?
5. Le plan communal de mobilité (ou le plan de circulation local) prévoit-il des ajustements pour les zones récemment réaménagées comme celle du square du Sacré-Cœur ?

Je vous remercie
Emmanuelle Poznanski

- **Réponse de Matthieu Pillois, Échevin**

Madame la Conseillère,
La commune a connaissance de deux incidents, survenus juste après la réouverture du square, sans aucun blessé.
Depuis, plus aucun incident ne nous a été signalé, ni par les services communaux, ni par la police, ni par les riverains. La formulation “multiples accidents” est donc légèrement alarmiste.
Pour être précis sur le réaménagement, les largeurs de la chaussée carrossable n’ont absolument pas été modifiées au carrefour Jean Van Horenbeeck / Schaller.
La largeur est strictement la même qu’avant les travaux.
Ce qui a changé, c’est le prolongement du trottoir et le rétrécissement du rayon du tournant, et ce n’est pas un “danger” :
c’est précisément l’aménagement prévu pour que les véhicules ralentissent réellement en arrivant sur le plateau et respectent les 20 km/h.
Comme dans tout nouvel aménagement, une période d’adaptation est nécessaire pour les conducteurs. Je le reconnais.
Là-dessus, pas d’improvisation : les angles de rotation ont été calculés par les bureaux d’études, pour garantir le passage des bus, des camions de collecte et des véhicules de secours.
Et je le répète : nous n’avons aucune remontée de difficultés pour les bus ou les camions de service. Aucune.
Troisième point : les travaux ne sont pas encore terminés.
Il reste à installer les marquages définitifs, la signalisation finale et les plantations. Justement : les deux incidents ont eu lieu avant la mise en place des plantations, qui améliorent la lecture du virage.
En attendant, nous avons installé des barrières nadars pour sécuriser provisoirement.
Depuis cette adaptation : plus aucun incident signalé.
Enfin, comme pour tout réaménagement, la commune assure un monitoring continu. Nous avons des réunions de chantier sur le terrain toutes les semaines. Si des ajustements doivent être faits, ils le seront — mais sur base d’analyses, pas sur base d’affirmations exagérées.
Nous restons vigilants, mais nous ne participons pas à dramatiser une situation qui, factuellement, ne le justifie pas.
Pour le reste de vos questions, je cède la parole à ma collègue en charge de la Mobilité.

- **Réponse de Madame Martine Maelschalck, Échevine**

Madame la Conseillère,
Je serai brève, je vous rassure.
En effet, à ce stade du chantier, on parle avant tout de travaux d’aménagement, et mon collègue vient de faire le point de la situation.
La plupart des questions de mobilité qui se posent actuellement seront résolues lorsque les travaux seront terminés.
Il est inévitable qu’une situation nouvelle, a fortiori si elle est temporaire, rompe avec les habitudes de chacun et doive être intégrée progressivement par tous les usagers.
Il va de soi que le service Mobilité et la police locale se rendent régulièrement sur place pour voir s’il y a lieu d’effectuer l’un ou l’autre aménagement et que tout sera fait pour sécuriser et clarifier la circulation des différents modes dans ce nouvel environnement.
En ce qui concerne votre dernière question, nous ne prévoyons pas de modifier le plan communal de mobilité, étant donné que, conformément à la nouvelle ordonnance régionale, le plan communal de mobilité est devenu facultatif, la règle étant désormais le plan régional de mobilité. C’est pourquoi nous privilégions dorénavant le diagnostic de voirie qui est mis à jour régulièrement au niveau local.
J’espère, Madame la Conseillère, que nous avons ainsi répondu à vos questions.

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Didier Gosuin

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 28 novembre 2025

Le Secrétaire communal,

La Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM

Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad

Aanwezig Didier Gosuin, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Eloïse Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen, Michel Blampain, Philippe Adriaenssens, *Schepenen* ;
Jeannine Crucifix, Marc Vandame, Didier Molders, François Lebovy, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Valérie Glatigny, Martin Willemart, Emmanuelle Poznanski, Zora Molenberg Clerbaux, Mathieu Poma, Noémie Dekoninck, Valérie Locatelli, Valérie Lowagie, Alodie De Poorter, Laure Henvard, Ingrid Venier, Jean-François Noël, Alan Lenglet, Victor Kanyanzira, Edouard Brainis, *Gemeenteraadsleden* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd Elise Willame, Myriam Fobe, Gabriela Banu, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 27.11.25

#Onderwerp : Mondelinge vraag van mevrouw Emmanuelle Poznanski (PS): Verkeer rond het Heilige Hart-plein

---

Openbare zitting

Secretariaat

Mevrouw de Burgemeester,
Mijnheer de Voorzitter,
Dames en heren schepenen,
Beste collega's,
De recente herinrichtingen van het Heilige Hartplein vormen een echte troef voor de wijk. Ze moesten een rustiger verkeer bevorderen dankzij de aanleg van verkeersdrempels en de verbreding van de trottoirs.
Sinds de heropening van het plein voor het verkeer hebben zich echter al meerdere ongevallen voorgedaan, telkens op dezelfde plaats: vlak voor de bakkerij.
Deze incidenten gebeuren op de hoek van de Jean Van Horenbeeckstraat en de Charles Schallerlaan, meer bepaald wanneer voertuigen uit de Van Horenbeeckstraat rechts afslaan om de Schallerlaan in te rijden.
Hoewel de inrichting bedoeld was om de voetgangers te beveiligen, vermindert de aanzienlijke breedte van het trottoir op die plek de zichtbaarheid in de bocht, waardoor dit kruispunt bijzonder ongevalsgevoelig is.
Mijn vragen zijn de volgende:

1. Heeft het College van Burgemeester en Schepenen het kruispunt van het Heilige Hartplein sinds de heropening voor het verkeer als een ongevalsgevoelig punt geïdentificeerd?
2. Werd er op die plaats een overzicht van de ongevallen opgesteld? Zo ja, wat zijn de vaststellingen?
3. Bestaat er een opvolgingsplan na de werken om de impact van de nieuwe inrichting op de veiligheid van de weggebruikers (voetgangers, fietsers, automobilisten) te evalueren?
4. Overweegt het College om een versterkte signalisatie of een markering op de rijbaan aan te brengen om de zichtbaarheid in de bocht te verbeteren?
5. Voorziet het gemeentelijk mobiliteitsplan (of het lokale circulatieplan) aanpassingen voor de recent heringerichte zones zoals die van het Heilige Hartplein?

Ik dank u,
Emmanuelle Poznanski

- **Antwoord van Matthieu Pillois, Schepen**

Mevrouw de Gemeenteraadslid,
De gemeente is op de hoogte van twee incidenten, die zich hebben voorgedaan vlak na de heropening van het plein, zonder enige gewonde.
Sindsdien is geen enkel nieuw incident aan ons gemeld — niet door de gemeentelijke diensten, niet door de politie en evenmin door de omwonenden. De formulering “meerdere ongevallen” is dus enigszins overdreven.
Om precies te zijn over de herinrichting: de breedtes van de rijloper zijn aan het kruispunt Jean Van Horenbeeck / Schaller helemaal niet gewijzigd.
De breedte is strikt dezelfde gebleven als vóór de werken.
Wat wél veranderd is, is de verlenging van het trottoir en de verkleining van de draaicirkel — en dat is geen “gevaar”:
het is precies de inrichting die bedoeld is om voertuigen effectief te doen vertragen bij het oprijden van het plateau en de snelheid van 20 km/u te respecteren.
Zoals bij elke nieuwe inrichting is er een gewenningsperiode nodig voor de chauffeurs. Dat erken ik.
Maar dit is geen improvisatie: de draaicirkels zijn berekend door studiebureaus, om het passeren van bussen, vuilniswagens en hulpdiensten te garanderen.
En ik herhaal: wij hebben geen enkele melding van problemen voor bussen of dienstvoertuigen. Geen enkele.
Derde punt: de werken zijn nog niet afgerond.
De definitieve wegmarkeringen, de uiteindelijke signalisatie en de beplantingen moeten nog worden aangebracht. Precies: de twee incidenten deden zich voor vóór de plaatsing van de beplantingen, die de leesbaarheid van de bocht verbeteren.
In afwachting hebben we nadarhekken geplaatst voor een tijdelijke beveiliging.
Sinds deze aanpassing: geen enkel incident meer gemeld.
Tot slot: zoals bij elke herinrichting zorgt de gemeente voor een voortdurende monitoring. Er zijn elke week werfvergaderingen ter plaatse. Indien aanpassingen nodig blijken, zullen die worden uitgevoerd — maar op basis van analyses, niet op basis van overtrokken beweringen.
We blijven waakzaam, maar we dragen niet bij aan het dramatiseren van een situatie die — feitelijk — daar geen aanleiding toe geeft.
Voor de overige vragen geef ik graag het woord aan mijn collega bevoegd voor Mobiliteit.

- **Antwoord van Mevrouw Martine Maelschalck, Schepen**

Mevrouw de Raadslid,
Ik zal kort zijn, u kunt gerust zijn.
Op dit moment gaat het inderdaad vooral om aanpassingswerken op de werf, en mijn collega heeft net een overzicht van de situatie gegeven.
De meeste mobiliteitsvragen die momenteel opduiken, zullen opgelost zijn zodra de werken voltooid zijn.
Het is onvermijdelijk dat een nieuwe situatie, zeker als ze tijdelijk is, afwijkt van de gewoonten van iedereen en geleidelijk door alle weggebruikers moet worden geïntegreerd.
Het spreekt voor zich dat de dienst Mobiliteit en de lokale politie regelmatig ter plaatse gaan om te bekijken of aanpassingen nodig zijn, en dat alles gedaan zal worden om de circulatie van de verschillende vervoersmodi in deze nieuwe omgeving veilig en duidelijk te maken.
Wat betreft uw laatste vraag: we voorziene geen wijziging van het gemeentelijk mobiliteitsplan, aangezien, conform het nieuwe regionale besluit, het gemeentelijk mobiliteitsplan optioneel is geworden, waarbij nu het regionale mobiliteitsplan de regel is. Daarom geven we voortaan de voorkeur aan de lokale wegenanalyse, die regelmatig wordt geactualiseerd.
Ik hoop, Mevrouw de Raadslid, dat we op deze manier uw vragen hebben beantwoord.

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Didier Gosuin

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 28 november 2025

De Gemeentesecretaris,

Etienne Schoonbroodt

De Burgemeester,

Sophie de Vos

RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE D'AUDERGHEM

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal

Présents Didier Gosuin, *Président* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Eloïse Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen, Michel Blampain, Philippe Adriaenssens, *Échevin·e·s* ;
Jeannine Crucifix, Marc Vandame, Didier Molders, François Lebovy, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Valérie Glatigny, Martin Willemart, Emmanuelle Poznanski, Zora Molenberg Clerbaux, Mathieu Poma, Noémie Dekoninck, Valérie Locatelli, Valérie Lowagie, Alodie De Poorter, Laure Henvard, Ingrid Venier, Jean-François Noël, Alan Lenglet, Victor Kanyanzira, Edouard Brainis, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal.*

Excusés Elise Willame, Myriam Fobe, Gabriela Banu, *Conseillers communaux*.

Séance du 27.11.25

#Objet : Question orale de Monsieur Victor Kanyanzira (PS) : Propreté au square JB De Greef #

Séance publique

Secrétariat

Madame la Bourgmestre,
Monsieur le Président,
Mesdames et messieurs les échevins,
Chers collègues,
Il y a quelques semaines, vous distribuiez, dans les quartiers autour du square JB Degreef, un avis déplorant l'état de propreté du square. Vous y évoquiez plusieurs constats préoccupants :

- des conteneurs d'immeubles sortis en dehors des heures autorisées, créant un incitant à des dépôts clandestins ;
- le non-respect, par certains commerces, de l'obligation de conclure un contrat de reprise de leurs déchets avec Bruxelles-Propreté ;
- et plus généralement, un manque de civisme contribuant à la dégradation du cadre de vie du quartier.

Quelques jours plus tard, une vaste campagne d'information a été menée par BruxellesPropreté, comprenant notamment le placement d'affiches rappelant les sanctions encourues en cas de non-respect des horaires, ainsi que la distribution de supports de sensibilisation relatifs au tri sélectif et aux modalités de collecte.
Mes questions sont les suivantes :

- Quelles actions concrètes ont été menées avant la diffusion de cet avis aux habitants ? Avez-vous, par exemple, organisé des réunions de terrain, consulté les services de Bruxelles-Propreté ou échangé avec les comités de quartier ?
- Prévoyez-vous d'installer une caméra mobile dans le périmètre du square ? Si oui, quand sera-t-elle opérationnelle ? Si c'est déjà le cas, combien d'infractions ont été constatées grâce à cet outil ? Avez-vous observé une amélioration mesurable de la situation depuis son installation ?
- Combien de commerces n'avaient pas conclu de contrat de reprise au moment du constat ? Ont-ils été verbalisés et/ou accompagnés dans la mise en conformité ? Avez- vous eu des échanges directs avec les commerçants sur le respect des horaires de collecte ?
- Concernant les immeubles situés sur et autour du square, avez-vous contacté les syndics afin de les sensibiliser à la gestion des déchets et aux horaires de sortie des conteneurs ? Des procès-verbaux ont-ils été dressés à leur encontre ou à l'encontre des copropriétés concernées ?

- Avez-vous eu un retour de Bruxelles-Propreté sur les résultats de leur action de sensibilisation ?

Je vous remercie
Victor Kanyanzira

- **Réponse de Matthieu Pillois, Échevin**

Monsieur le Conseiller,
La propreté du square Jean-Baptiste De Greef est un sujet sérieux, et je comprends les inquiétudes. Mais je veux rappeler une chose d'emblée : la commune n'a pas attendu une situation critique pour agir.
En septembre, nous avons mené le triathlon de la propreté, avec prévention, contrôles et verbalisations, puis affichage du bilan. Les effets ont été immédiats : une amélioration visible durant une dizaine de jours. Depuis la semaine dernière, les dépôts augmentent à nouveau et nous sommes déjà intervenus.
Vu les résultats, nous avons décidé avec les gardiens de la paix de répéter ce type d'opération plusieurs fois par an. La prochaine aura lieu fin janvier-début février. Le service Voirie réalise par ailleurs des contrôles réguliers, et nous renforçons la prévention dès que nécessaire.
Concernant les caméras mobiles, nous les concentrons volontairement dans les zones réellement sensibles, notamment autour des bulles à verre et à vêtements, où les dépôts clandestins sont récurrents et où l'identification des auteurs est possible. Ce n'est pas le cas au square.
Sur les commerces, un contrôle coordonné avec la police, le SPF Santé et la commune a eu lieu le 27 octobre.
Il est apparu que plusieurs commerces n'avaient pas de contrat de reprise des déchets, ce qui est interdit par l'ordonnance environnementale. Ils ont été informés et sont en train de se mettre en ordre. Des contrôles ponctuels se poursuivent.
Je rappelle aussi que les horaires de collecte varient selon le type de contrat et le collecteur choisi.
Concernant les immeubles, nous avons contacté les propriétaires et syndics.
Avec le propriétaire du petit Carrefour — tant dans le square qu'aux Trois-Ponts — la situation autour des conteneurs s'est nettement améliorée.
Le libraire–point poste de la chaussée de Wavre a été prié de rappeler à sa clientèle de ne pas abandonner les cartons sur la voie publique. Une verbalisation a également eu lieu pour la terrasse du Saint-Julien.
À ce stade, plusieurs PV ont été dressés :

- pour absence de tri,
- pour non-entretien de trottoir,
- pour occupation illégale de l'espace public.

Une médiation a eu lieu pour des sorties de poubelles hors horaires et dans des contenants inadaptés.
Enfin, la commune bénéficie d'un contact privilégié avec Bruxelles-Propreté pour toutes les voiries régionales, dont la chaussée de Wavre et le square De Greef. Plusieurs réunions annuelles permettent d'ajuster les tournées et de traiter les problèmes récurrents.
Votre question montre une vraie préoccupation, mais elle permet surtout de rappeler ceci : nous sommes présents sur le terrain, nous contrôlons, nous verbalisons, nous sensibilisons et nous agissons structurellement.
Et le travail des gardiens de la paix, complémentaire au nôtre, confirme que tous nos services tirent dans la même direction : améliorer durablement la propreté du quartier.
J'espère avoir pu répondre à vos différentes questions.

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Didier Gosuin

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 28 novembre 2025

Le Secrétaire communal,

La Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM

Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad

Aanwezig Didier Gosuin, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Eloïse Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen, Michel Blampain, Philippe Adriaenssens, *Schepenen* ;
Jeannine Crucifix, Marc Vandame, Didier Molders, François Lebovy, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Valérie Glatigny, Martin Willemart, Emmanuelle Poznanski, Zora Molenberg Clerbaux, Mathieu Poma, Noémie Dekoninck, Valérie Locatelli, Valérie Lowagie, Alodie De Poorter, Laure Henvard, Ingrid Venier, Jean-François Noël, Alan Lenglet, Victor Kanyanzira, Edouard Brainis, *Gemeenteraadsleden* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd Elise Willame, Myriam Fobe, Gabriela Banu, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 27.11.25

#Onderwerp : Mondelinge vraag van de heer Victor Kanyanzira (PS): Netheid op JB De Greefplein

---

Openbare zitting

Secretariaat

Mevrouw de Burgemeester,
Mijnheer de Voorzitter,
Dames en heren schepenen,
Beste collega's,
Enkele weken geleden verspreidde u, in de wijken rond het JB Degreefplein, een bericht waarin de staat van netheid van het plein werd betreurd. U vermeldde daarin verschillende verontrustende vaststellingen:

- afvalcontainers van gebouwen die buiten de toegestane uren werden buitengezet, wat aanleiding geeft tot sluikstorten;
- het niet-naleven, door bepaalde handelszaken, van de verplichting om een contract voor de ophaling van hun afval af te sluiten met Net Brussel;
- en meer algemeen, een gebrek aan burgerzin dat bijdraagt tot de verloedering van het leefkader van de wijk.

Enkele dagen later werd door Net Brussel een grootschalige informatiecampagne gevoerd, met onder meer het plaatsen van affiches die herinneren aan de sancties bij niet-naleving van de uren, evenals de verspreiding van sensibiliseringsmateriaal over de selectieve sortering en de modaliteiten van de ophaling.
Mijn vragen zijn de volgende:

- Welke concrete acties zijn ondernomen vóór de verspreiding van dit bericht aan de bewoners? Heeft u bijvoorbeeld plaatselijke vergaderingen georganiseerd, de diensten van Net Brussel geraadpleegd of overleg gepleegd met de wijkcomités?
- Plant u een mobiele camera te installeren binnen de perimeter van het plein? Zo ja, wanneer zal die operationeel zijn? Indien dit reeds het geval is, hoeveel inbreuken zijn dankzij dit instrument vastgesteld? Heeft u sinds de installatie een meetbare verbetering van de situatie waargenomen?
- Hoeveel handelszaken hadden op het moment van de vaststelling geen contract voor afvalophaling afgesloten? Werden zij geverbaliseerd en/of begeleid bij de naleving? Heeft u rechtstreeks overleg gehad met de handelaars over het naleven van de ophalingsuren?
- Wat betreft de gebouwen op en rond het plein, heeft u de syndici gecontacteerd om hen te sensibiliseren rond het afvalbeheer en de uren voor het buitenzetten van containers? Werden er

processen-verbaal opgesteld tegen hen of tegen de betrokken mede-eigendommen?

Ik dank u,
Victor Kanyanzira

- **Antwoord van Matthieu Pillois, Schepen**

Mijnheer de Gemeenteraadslid,
De netheid van het Jean-Baptiste De Greefplein is een ernstige aangelegenheid, en ik begrijp de bezorgdheden. Maar ik wil meteen één zaak benadrukken: de gemeente heeft niet gewacht tot de situatie kritiek werd om te handelen.
In september hebben we de triathlon van de netheid georganiseerd, met preventie, controles en processen-verbaal, gevolgd door een bekendmaking van de resultaten. De effecten waren onmiddellijk: een zichtbare verbetering gedurende een tiental dagen. Sinds vorige week nemen de sluikstorten opnieuw toe en we zijn al tussengekomen.
Gezien de resultaten hebben we samen met de gemeenschapswachten beslist om dit soort acties meerdere keren per jaar te herhalen. De volgende vindt plaats eind januari-begin februari. De dienst Wegen voert daarnaast regelmatige controles uit, en we versterken de preventie telkens wanneer dat nodig is.
Wat de mobiele camera's betreft: we concentreren die bewust in de zones die echt gevoelig zijn, met name rond de glas- en kledingcontainers, waar sluikstorten hardnekkig zijn en waar identificatie van overtreders mogelijk is. Dat is niet het geval op het plein.
Wat de handelszaken betreft, heeft er op 27 oktober een gecoördineerde controle plaatsgevonden samen met de politie, de FOD Volksgezondheid en de gemeente.
Daaruit bleek dat verschillende handelszaken geen contract hadden voor de ophaling van hun afval, wat verboden is door de milieuordonnantie. Ze zijn geïnformeerd en brengen hun situatie momenteel in orde. Ad-hoccontroles lopen verder.
Ik herinner er bovendien aan dat de ophaaluren variëren naargelang het soort contract en de gekozen ophaler.
Wat de gebouwen betreft, hebben we de eigenaars en syndici gecontacteerd.
Met de eigenaar van de kleine Carrefour — zowel op het plein als aan de Drie-Bruggen — is de situatie rond de containers duidelijk verbeterd.
De krantenwinkel–postpunt in de Waverse Steenweg werd verzocht zijn klanten eraan te herinneren geen karton op het openbaar domein achter te laten. Er werd ook een proces-verbaal opgesteld voor het terras van de Saint-Julien.
Tot op heden zijn verschillende PV's opgesteld:

- voor het ontbreken van afvalsortering,
- voor het niet onderhouden van het trottoir,
- voor het illegaal innemen van de openbare ruimte.

Er heeft ook een bemiddeling plaatsgevonden voor buitenzetten van vuilnis buiten de toegestane uren en in onaangepaste recipiënten.
Tot slot heeft de gemeente een bevoorrecht contact met Net Brussel voor alle gewestwegen, waaronder de Waverse Steenweg en het De Greefplein. Verschillende jaarlijkse vergaderingen maken het mogelijk om de rondes bij te sturen en hardnekkige problemen aan te pakken.
Uw vraag toont een echte bezorgdheid, maar ze biedt vooral de gelegenheid om dit te onderstrepen:
wij zijn aanwezig op het terrein, we controleren, we verbaliseren, we sensibiliseren en we nemen structurele maatregelen.
En het werk van de gemeenschapswachten, aanvullend op dat van ons, bevestigt dat al onze diensten in dezelfde richting werken: de duurzame verbetering van de netheid in de buurt.
Ik hoop dat ik op uw verschillende vragen kon antwoorden.

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Didier Gosuin

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 28 november 2025

De Gemeentesecretaris,

Etienne Schoonbroodt

De Burgemeester,

Sophie de Vos